REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DU PLAN ET DE LA RECONSTRUCTION

INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES ECONOMIQUES DU BURUNDI « ISTEEBU »



BIEN-ÊTRE ET PAUVRETE AU BURUNDI RURALE RESULTATS DE L'ENQUÊTE PRIORITAIRE – PANEL 2007

Bujumbura, Novembre 2009

ISTEEBU B.P. 1156 Bujumbura, Tél. : 22 226729/22 222149, Fax : 22 222635, E-mail : isteebu@cbinf.com Site Web: www.isteebu.bi

Table des matières

| Remmerciements | 4 |
|---|----------------|
| Résumé du rapport | 5 |
| 1. Introduction | 6 |
| 2. L'Etude de priorités Panel 2007: Une étude de localisation du Burundi rurale | 6 |
| 3. Statistiques descriptives de l'étude de 2007 | 12 |
| 3.1. Les individus du Panel | 12 |
| 3.1.1 Mortalités, 1998-2007 | 12 |
| 3.1.2 Chocs liés à la guerre, 1999-2007 | 13 |
| 3.1.3 Migration temporaire, 1999-2007 | 14 |
| 3.2 Les ménages du panel | 19 |
| 3.2.1. Chocs liés à l'économie, au climat et à la guerre, 1999-2007 | 19 |
| 3.2.2 Evaluation subjective du bien-être, 1998-2007 | 22 |
| 3.3. Les villages du Panel : chocs causés par la guerre | 24 |
| 4. Transitions de bien-être et de pauvreté, 1998-2007 | 25 |
| 4.1. Evolution du bien-être des ménages initiaux. | 25 |
| 4.2. La prise en compte des ménages split-off | 32 |
| 4.2.1. Reconstitution des ménages initiaux | 32 |
| 4.2.2. Pauvreté, scissions de ménages et lieu de résidence | 36 |
| 5. Les chocs violents et l'évolution du bien-être au Burundi | 39 |
| 5.1. Les modèles économétriques | 39 |
| 5.2. Résultats empiriques | 42 |
| 6. Conclusions | 47 |
| ANNEXES : UNE ANALYSE DE L'ATTRITION DE L'ECHANTILLON PERSONNEL DE L'ENQUETE- PANEL 2007 QUESTIONNAIRE MENAGE | 49 51 54 |

Listes des tableaux

| 1. Répartition des sites d'études et des ménages initiaux dans l'étude de 2007 | 8 |
|--|---------|
| 2. ménages initiaux retrouvés et réinterrogés lors de l'étude de 2007 | 10 |
| 3. Nombre total de ménages et d'individus interviewés lors de l'étude de 2007 | 11 |
| 4. Les causes de décès ventilées par tranche d'âge, 1998-2007 | 13 |
| 5 Incidence des chocs individuels causés par la guerre, par âge et par sexe, 1999-2007 | 16 |
| 6. Evolution du bien-être subjectif des ménages initiaux, 1993-2007 | 23 |
| 7. Matrice de mobilité subjective des ménages initiaux, 1998-2007 | 24 |
| 8. Destruction d'équipements dans les villages du panel, 1993-2007 | 25 |
| 9. Consommation du ménage par mois par équivalent adulte et incidence de la pauvreté chez les ménages initiaux en 1998 et 2007, par province de résidence | 29 |
| 10. Mobilité économique des ménages initiaux, 1998-2007 | 30 |
| 11. Différence des différences comparant la croissance de la consommation par équivalent adulte 1998-2007 pour les ménages initiaux pauvres et non pauvres, dans les différentes régions touchées par la guerre civile | 30 |
| 12. Profil de pauvreté des ménages reconstitués (moyenne pondérée des ménages d'origine et leurs split-off), avec comparaison des ménages avec et sans split-off (+) | 36 |
| 13. déterminants de la croissance de la consommation (1999-2007), régressions à effets fixes de province et de ménages, <i>ménages reconstitués</i> | 44 |
| 14. Déterminants de la croissance de la consommation (1999-2007), régressions à effets fixes de ménage, ménages initiaux et split- off | e 46 |
| Tableau A1 : Test d'attrition sélective parmi les ménages initiaux (+) Tableau A2 : Modèles probit qui testent l'attrition sélective à l'aide de | 50 |
| la méthode <u>FGM</u> (+) | 50 |

Liste des Graphiques et Figures

| 1. | Conception, échantillon et attribution de la recherche au sein du panel 1998-2007 | 9 |
|----|--|----|
| 2. | Mortalité des individus du panel, 1998-2007 | 13 |
| 3. | causes de la migration temporaire entre 199 et 2007 | 18 |
| 4. | Incidence des chocs climatiques, 1999-2007 | 20 |
| 5. | Incidence des chocs causés par la guerre, 1999-2007 | 21 |
| 6. | Incidence des chocs économiques, 1999-2007 | 22 |
| 7. | Estimation de la densité-noyau des niveaux de consommation par équivalent adulte, 1998 et 2007 | 28 |
| 8. | provinces pauvres (% de ménages pauvres >moyenne) en 1990,1998 et 2007 | 31 |
| 9. | Commune de résidence de ménages splits-off | 37 |
| | croissance de la consommation des splits comparée à celle de leurs ménages origine | 38 |

Remerciements

Ce rapport résulte d'un effort conjoint de l'ISTEEBU, l'Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi et d'une équipe de chercheurs d'un consortium de l'Université d'Anvers (Belgique), de la Vrije Universiteit Brussel (Belgique), et de Universiteit Wageningen (Pays-Bas). L'étude, qui a permis d'obtenir les données utilisées dans ce rapport, a été financée par trois sources: l'Union européenne, par le biais de MICROCON, un programme de recherche intégré dans le 6º Programme-Cadre; l'United States Institute of Peace, par le biais d'une bourse de recherche, et Universiteit Wageningen aux Pays-Bas. De nombreuses personnes ont contribué au bon déroulement de l'étude au Burundi. Du côté de l'ISTEEBU, il s'agit premièrement du groupe de 50 enquêteurs, de leurs superviseurs et des nombreux ménages qu'ils ont interviewés. Les ménages ont accordé leur temps aux enquêteurs, contribuant ainsi à une base de connaissance visant à lutter contre la pauvreté au Burundi. C'est à eux que ce rapport est dédié.

A l'Université d'Anvers, nous souhaitons remercier en particulier Anne Adams, directrice de programme en charge des Programmes européens, pour son excellente gestion des moyens alloués au programme. Nous voulons également remercier Lieve Van Hoye et Tanya Haegemans, administratrices du Département d'Économie internationale à l'Université d'Anvers, pour leur gestion de nombreux problèmes lorsque l'équipe était sur le terrain. Il faut remercier le Fonds de Recherche scientifique (FWO-Flandre) pour le soutien financier dont a bénéficié le directeur du projet. Au niveau de l'Université de Wageningen, le prof. Erwin Bulte a apporté une importante contribution au succès du projet, à la fois par son soutien financier et par ses connaissances académiques.

Un avant-projet de ce rapport a été présenté à la conférence internationale sur la pauvreté et le bien-être organisée à Bujumbura en février 2009. Les membres de l'équipe, ainsi que des universitaires burundais et étrangers, ont présenté leur recherche devant une assistance de décideurs, d'ONG et de membres de la communauté des donneurs. Ces deux jours de discussions furent très ouverts, très riches et très utiles, et ont permis à l'ISTEEBU et à l'équipe d'interpréter et d'ajuster leurs conclusions. Nous tenons à remercier les orateurs et les participants à cette conférence. La conférence était financée par le VLIR (Conseil flamand interuniversitaire) par le biais de son programme de bourses pour les conférences internationales dans les pays en voie de développement. Nous leurs devons tous nos remerciements.

Pour l'ISTEEBU

pour l'équipe interuniversitaire

Nicolas Ndayishimiye, Directeur général Prof. Dr. Philip Verwimp Directeur du projet

Résumé du rapport

Ce rapport analyse l'évolution du bien-être et de la pauvreté dans les ménages ruraux au Burundi à l'aide de données d'un panel couvrant la période 1998-2007. Cette approche permet de mesurer de l'impact de la guerre civile sur la consommation des ménages. Nous avons réinterviewé des familles, initiales ou nouvelles formées (split-offs) et nous avons constaté que l'incidence de la pauvreté a diminué de 3,5 points de pourcentage lorsqu'on tient compte des ménages split-off et de 1% lorsqu'on ne tient pas compte des splits. Sur la période de 9 années prise en compte dans ce rapport, le taux de pauvreté dans les zones rurales du Burundi a baissé de 68,8 à 65,3% en prenant en compte les ménages split-off. Au niveau individuel, 73% des Burundais vivaient dans la pauvreté en 1998, un nombre qui a diminué jusqu'à 69% en 2007. Cette baisse de 3.5% (pour les ménages) et de 4% (pour les individus) points peut être considérée comme un premier dividende de paix, modeste mais tangible, qui bénéficie à la population rurale après le conflit. Ce résultat correspond également à celui d'autres études qui ont été effectuées indépendamment du présent rapport (ex. l'Étude sur les Indicateurs de base du Bien-Être de 2006). Cependant, la pauvreté est tenace, contrairement à la prospérité, et ce plus particulièrement dans les régions touchées par la guerre. Nous avons constaté que lorsqu'un village compte 25 décès ou blessés liés à la guerre, la croissance de la consommation est réduite de 9%. On constate également que le fait d'appartenir à des groupements de rebelles augmente la croissance de la consommation. La croissance de la consommation est par conséquent répartie de façon inégale entre les différentes parties au conflit.

Outre ces effets liés à la guerre – et en contrôlant pour les niveaux initiaux de consommation – nous constatons que les ménages qui ont plus de splits se portent mieux que ceux qui n'ont pas de splits, et que les splits (les ménages nouvellement formés) eux-mêmes se portent mieux que leurs ménages d'origine, en particulier lorsque ces splits sont issus de ménages pauvres. Dès lors, le mariage et la création d'un foyer semblent constituer une stratégie économique valable pour s'extraire de la pauvreté au Burundi. Nous observons également de vastes disparités entre provinces en termes de persistance de la pauvreté et de sortie de la pauvreté. Il semblerait que les ménages dans les provinces plus riches envoient, beaucoup plus souvent que les ménages des provinces pauvres, leurs enfants ailleurs que dans la commune de résidence des parents.

1. Introduction

L'étude de la pauvreté en Afrique rencontre deux problèmes considérables. Premièrement, l'absence de données longitudinales (de panels), et deuxièmement l'occurrence de conflits violents, qui complique encore davantage la récolte de données fiables sur le moyen et long terme. Le Burundi, un pays situé au cœur de l'Afrique, a été coupé de la communauté intellectuelle et académique internationale depuis bien trop longtemps, suite à la guerre civile qu'il a connue pendant 15 ans. La fin de cette guerre a permis à la communauté de la recherche de renouer avec des partenaires burundais. Ce rapport est le résultat du renouveau de ces relations.

Peu de pays africains, même parmi les plus paisibles, ont actuellement une base de données constituée de données longitudinales sur les ménages et qui permet aux chercheurs et aux décideurs de suivre l'évolution de la pauvreté dans le temps. Grâce à la conservation de données récoltées en 1998 sous forme tant électronique qu'écrite, l'Institut de Statistique et d'Études Économiques du Burundi est aujourd'hui en possession de telles données longitudinales.

L'objectif de ce rapport est de présenter les principales conclusions de l'étude de 2007. Étant donné la nature du conflit violent et de ses suites, nous nous sommes particulièrement intéressés aux effets des violences liées à la guerre sur la consommation des ménages. En outre, le rapport démontre également que la recherche sur la pauvreté doit inclure les 'splits' ou ménages nouvellement formés depuis l'étude initiale. Le niveau de bien-être de ces jeunes ménages peut servir d'indicateur pour l'existence d'un dividende de paix potentiel.¹

2. L'Etude Priorités Panel 2007: une étude de localisation au Burundi rural

L'étude de priorités du panel de 2007 (ci-après l'étude de 2007) a eu lieu entre juillet et octobre 2007. Cette étude a été organisée par une équipe de recherche académique, en coopération avec l'Institut de Statistiques et d'Études économiques du Burundi (ISTEEBU). Le projet visait à analyser l'impact de la violence et de la guerre sur les choix d'activités socio-économiques et les conséquences en matière de bien-être pour les ménages burundais. La seule façon d'étudier les réactions individuelles face à la guerre de manière méthodologiquement valable, est de suivre les mêmes unités (ménages) durant une période déterminée. Les données les plus récentes et les plus complètes concernant la situation socio-économique et agricole d'un vaste nombre de ménages

¹ Pour une discussion détaillée et étendu des déterminants du bien-être dans le Burundi post-conflit, nous référons à Verwimp, Ph et T.Bundervoet (2009) Civil War and the Welfare of Extended Households: Longitudinal Evidence from Burundi, Households in Conflict Working Paper 70. Ainsi, Voors, M. et E.Bulte (2008), Unbundling Institutions at the Micro-level: Conflict, Institutions and Income in Burundi, Households in Conflict Working Paper 49.

étaient celles de l'étude de 1998. Nous avons donc décidé de concevoir l'étude de 2007 comme une deuxième vague de l'étude de 1998. En procédant de la sorte, nous voulions constituer un panel étendu sur une période de neuf ans avec deux points d'entrées de données : 1998 et 2007.

Nous nous attendions à rencontrer de nombreux problèmes pratiques sur le terrain, vu le taux de mortalité très élevé et les nombreux déplacements causés par la guerre durant la période 1998-2007². Nous n'étions pas certains de retrouver un grand nombre des personnes interrogées initialement dans les villages où ils résidaient en 1998. Au vu de l'objectif spécifique de l'étude, nous avons mis en œuvre le «principe de localisation», c'est-à-dire que nous avons chercher et enregistrer le plus d'informations possible concernant l'endroit où se trouvaient les ménages ou les personnes interrogées qui avaient été déplacés depuis 1998. Nous avions pour but de localiser et de réinterroger tous les membres des ménages de 1998 pour autant que ceux-ci vivaient au Burundi en 2007.

Or, suite à des restrictions budgétaires, il nous était impossible de localiser et de réinterroger l'ensemble des 6.668 ménages et 32.591 individus de l'étude de 1998. La guerre et l'insécurité ayant principalement touché les zones rurales, nous avons décidé de restreindre l'étude de 2007 aux ménages ruraux uniquement. Cependant, notre budget s'est encore avéré insuffisant pour couvrir les 391 collines (regroupant 3.908 ménages ruraux) visitées en 1998. En fin de compte, nous avons décidé de sélectionner 100 collines sur les 391 collines initiales, et de localiser et réinterroger un maximum de ménages parmi les 1.000 ménages initiaux (1998). Afin de pouvoir sélectionner les collines à revisiter, nous avons dressé pour chaque province une liste de toutes les collines ayant fait l'objet de l'étude de 1998. Ensuite, nous avons retenu une colline sur quatre pour arriver à un échantillon de 100 collines. Le Tableau 1 représente la répartition par province des collines et ménages sélectionnés pour une nouvelle visite. Nous avons exclu trois provinces rurales : le Makamba (pas de données pour 1998), le Bubanza et le Bujumbura rural (trop d'activités des rebelles).

Outre la localisation et la réinterrogation des 1000 ménages initiaux, nous avons décidé de localiser et d'interroger également les nouveaux ménages (les ménages dits split-off) constitués entre 1998 et 2007 par des membres des ménages initiaux.

7

²L'étude de l'UNFPA (2002) a démontré que plus de la moitié de la population rurale avait été déplacée une fois au moins entre 1994 et 2002. Nous craignions que de nombreux ménages fussent encore réfugiés et qu'ils vécussent dans une autre province, voire un autre pays.

Tableau 1 : Répartition des sites d'étude et des ménages initiaux dans l'étude de 2007

| Province | Nombre de collines initiales | Nombre de ménages initiaux |
|----------|------------------------------|----------------------------|
| Bururi | 9 | 90 |
| Cankuzo | 5 | 50 |
| Cibitoke | 5 | 50 |
| Gitega | 13 | 130 |
| Karuzi | 8 | 80 |
| Kayanza | 11 | 110 |
| Kirundo | 7 | 70 |
| Muramvya | 4 | 40 |
| Muyinga | 9 | 90 |
| Mwaro | 7 | 70 |
| Ngozi | 11 | 110 |
| Rutana | 5 | 50 |
| Ruyigi | 6 | 60 |
| | | |
| Total | 100 | 1000 |

<u>Remarques</u>: Les sites d'étude initiaux sont des sites d'étude visités et étudiés lors de l'étude de 1998. La dernière colonne affiche le nombre de ménages initiaux (1998) à localiser et à réétudier (10 ménages par colline). Source : calculs des auteurs.

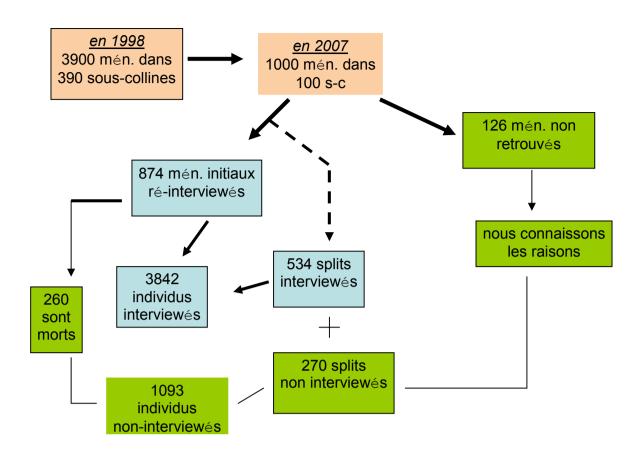
Ainsi par exemple, si une personne interrogée en 1998 s'est mariée entretemps et a constitué son propre ménage, ce nouveau ménage a été localisé et étudié³. L'information sur le lieu de résidence de ces nouveaux ménages a été enregistré auprès des ménages initiaux.

Au cours des mois précédant l'étude, l'équipe a établi un questionnaire de 30 pages pour les ménages, en coopération avec l'ISTEEBU. Outre les sections habituelles traitant de l'éducation, la santé, la fertilité et les niveaux de production et de consommation des ménages, nous avons prévu des questions concernant les aventures et mésaventures vécues pendant la guerre⁴. Nous avons divisé les chocs liés à la guerre en deux catégories selon que l'incident avait touché le ménage entier (par exemple, le vol de récoltes, la perte de champs, la destruction de la maison,...) ou un individu en particulier (par exemple, la perte de membres, l'emprisonnement,...). Nous avons également inclus une section sur la migration et le déplacement durant la période 1998-2007.

 $^{^3}$ L'étude se focalise sur *l'individu* plutôt que sur le ménage : nous voulions localiser et réinterroger tous les individus qui, en 1998, faisaient partie des 1.000 ménages sélectionnés.

⁴ Cela se limite à la période 1998-2007. Nous n'avons pas recueilli d'informations au niveau du ménage concernant les événements avant 1998.

Figure 1 : Conception, échantillon et attrition de la recherche au sein du panel 1998-2007



Par ailleurs, nous avons adressé un questionnaire communautaire à chacune des 100 collines sélectionnées. Outre les questions standard portant sur l'infrastructure et les données démographiques au sein de la communauté, ce questionnaire portait sur les événements majeurs survenus au sein de la communauté à cause de la guerre, comme des confrontations entre l'armée et les groupements rebelles, les décès causés par les violences ou la destruction de biens importants.

Après une semaine de formation intensive des recenseurs potentiels, nous avons sélectionné 50 personnes sur base d'un test de compréhension du questionnaire de l'étude. Tous nos recenseurs étaient titulaires d'un diplôme universitaire et, vu la nature délicate de certaines parties du questionnaire, ils avaient 30 ans au minimum. Les 50 recenseurs étaient répartis en 10 groupes de 5. Chaque groupe était dirigé par un employé permanent de l'ISTEEBU ayant une grande expérience en matière de collecte de données. Toutes les équipes d'étude en tant que telles se composaient donc de sept personnes : cinq recenseurs, un chef d'équipe et un chauffeur. Sur le terrain, chaque équipe d'étude recevait régulièrement la visite de superviseurs. Ceux-ci étaient des cadres supérieurs de l'ISTEEBU ou faisaient partie des quatre chercheurs académiques. Ainsi, chaque questionnaire était contrôlé deux fois, d'abord par les chefs d'équipe et ensuite par les superviseurs,

afin de garantir une qualité maximale des données.

Le travail sur le terrain s'est déroulé en trois étapes. Dans un premier temps, chacune des dix équipes d'étude a visité cinq collines afin de localiser et de réinterroger 50 ménages initiaux sur base des rapports de 1998. Cette première phase s'est déroulée dans les provinces du sud et du centre du pays. La moitié de toutes les collines sélectionnées ont été étudiées durant cette phase. Il a également été demandé aux intervieweurs de noter l'adresse actuelle de tous les membres des ménages de 1998 qui avaient déménagé. Dans une deuxième phase, les provinces du nord et de l'est ont été interrogées selon la même procédure. Pendant la troisième phase, nous avons localisé et interviewé tous les ménages split-off qui avaient été identifiés lors des deux premières phases. Le fait de concentrer la localisation en une seule phase a permis une plus grande efficacité en termes d'espace et de temps. Cette troisième phase portait sur l'ensemble du pays (les ménages split-off qui avaient déménagé vers la capitale, Bujumbura, ont également été localisés et étudiés)⁵. Durant cette phase, les chefs d'équipe ont également mené une étude communautaire dans les 100 collines initiales (1998).

Tableau 2 : Ménages initiaux retrouvés et réinterrogés lors de l'étude de 2007

| Province | Nombre de ménages | Nombre de | Taux de |
|----------|---------------------------|----------------------|-----------------|
| | initiaux à localiser et à | ménages initiaux | réinterrogation |
| | réétudier | trouvés et réétudiés | (%) |
| Bururi | 90 | 85 | 94,4 |
| Cankuzo | 50 | 43 | 86,0 |
| Cibitoke | 50 | 44 | 88,0 |
| Gitega | 130 | 112 | 86,2 |
| Karuzi | 80 | 77 | 96,3 |
| Kayanza | 110 | 96 | 87,3 |
| Kirundo | 70 | 55 | 78,6 |
| Muramvya | 40 | 36 | 90,0 |
| Muyinga | 90 | 79 | 87,8 |
| Mwaro | 70 | 62 | 88,6 |
| Ngozi | 110 | 89 | 80,9 |
| Rutana | 50 | 44 | 88,0 |
| Ruyigi | 60 | 52 | 86,7 |
| Total | 1000 | 874 | 87,4 |

<u>Remarque</u>: Nous avons considéré un ménage initial comme étant « retrouvé » lorsque nous avions réussi à localiser au moins un membre du ménage initial et lorsque le chef de famille actuel déclarait que le ménage avait été constitué avant 1998. Source des données : ISTEEBU, 2007.

⁵ Toutefois, 3 ménages split-off ayant déménagé vers les provinces occidentales de Bubanza et du Bujumbura rural n'ont pas été interrogés en raison de l'insécurité et des activités rebelles dans ces régions. Les ménages recomposés qui avaient quitté le Burundi n'ont pas été interrogé non plus .

Le Tableau 2 affiche les résultats des deux premières phases de l'étude de 2007 (les 1.000 ménages initiaux). Nous avons réussi à localiser et à réétudier 874 sur les 1.000 ménages initiaux. La proportion des ménages réétudiés est relativement stable d'une province à l'autre, avec le taux le plus élevé dans le Karusi (96%), et le taux le plus faible dans le Kirundo (79%). Au total, 126 ménages initiaux n'ont pas pu être retrouvés. Nous avons réussi à obtenir des informations concernant 113 d'entre eux. Voici, par ordre de prédominance, les raisons les plus fréquentes pour lesquelles un ménage initial n'a pas été réinterrogé :

- (1) tous les membres du ménage initial sont morts (24,8%)⁷;
- (2) le ménage a déménagé vers un autre endroit, mais personne ne sait où (22,1 %);
- (3) le ménage a subitement disparu et personne ne sait où il réside actuellement (21,2%) ; et
- (4) le ménage a été dissous (par exemple, les parents sont morts et les enfants ont fait leur propre vie).

Le Tableau 3 donne un aperçu de l'ensemble de l'étude. Au total, 1.408 ménages ont été interrogés : 874 ménages initiaux et 534 ménages split-off, se composant de 6.826 membres. En annexe, nous effectuons une analyse de l'attrition lors de la deuxième vague de l'étude, afin de déterminer s'il y a un problème de biais de sélectivité entre les ménages interviewés et les ménages non retrouvés.

Tableau 3: Nombre total de ménages et d'individus interviewés lors de l'étude de 2007

| Province | Nombre de ménages interrogés | Ménages initiaux | Ménages split-off |
|------------------------|---------------------------------|------------------|-------------------|
| # total de ménages | 1408 | 874 | 534 |
| # total d'individus | 6826 | 4862 | 1964 |

Source: ISTEEBU, 2007.

⁶ Une famine récente dans la province du Kirundo a provoqué une migration considérable vers le Rwanda voisin.

⁷ Il s'agit ici principalement de ménages composés seulement d'un ou deux membres âgés en 1998, et qui sont morts entre 1998 et 2007.

3 Statistiques descriptives de l'étude de 2007

3.1 Les individus du panel

3.1.1 Mortalité, 1998-2007

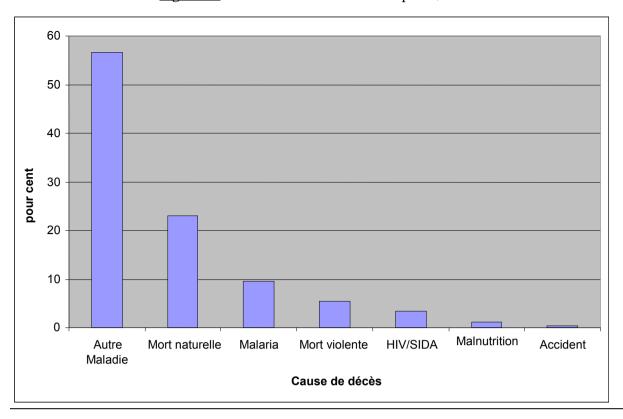
Les 1.000 ménages sélectionnés pour être réinterviewés lors de l'étude de 2007 (voir Tableau 1) se composaient de 4.902 individus en 1998. De ces 4.902 personnes, 446 vivaient dans les 126 ménages qui n'ont pas été retrouvés en 2007. Nous n'avons aucune certitude concernant le sort de ces 446 individus, mais les informations disponibles suggèrent qu'environ la moitié d'entre eux sont décédés⁸. Nous n'avons pas pu localiser l'autre moitié. Les 874 ménages retrouvés en 2007 représentaient 4.456 individus en 1998 (4.902 moins 446). Nous avons réussi à localiser et réinterviewer 3.842 des 4.456 individus. Ces 3.842 individus constituent le panel de nos données. Sur ces 3.842 personnes, 3.307 vivaient encore au sein de leur ménage initial, tandis que 535 personnes vivaient dans un nouveau ménage (split-off)⁹. La Figure 2 représente la cause de décès des 260 personnes qui faisaient partie des ménages réinterviewés et qui sont mortes entre les deux vagues de l'étude. 56,7 % de ces décès ont été provoqués par une maladie autre que la malaria et le HIV/SIDA. La malaria était la cause de décès dans 9,6 % des cas, et le HIV/SIDA dans 3,4 % des cas. 23 % des individus sont décédés de mort naturelle. Enfin, 5,4 % des individus sont morts suite aux violences de la guerre.

Le Tableau 4 fractionne les causes de décès par âge du décès. Nous observons que l'incidence des morts violentes est supérieure à la moyenne pour la tranche d'âge entre 16 et 50 ans. 17,6 % des hommes de cette tranche d'âge sont morts d'une mort violente, probablement liée à la guerre civile. Le grand nombre de morts naturelles constatées parmi les tranches d'âge 6-15 et 16-30 est étrange. Des garçons ayant entre 6 et 15 ans ne meurent généralement pas de mort « naturelle », ni d'ailleurs les hommes en bonne santé entre 16 et 30 ans. Vu le tabou qui pèse sur le HIV/SIDA dans les régions rurales du Burundi, nous pouvons nous attendre à ce que cette cause de décès soit sous-évaluée, ce qui explique l'incidence plus élevée d'autres causes de décès.

Malheureusement, nous ne connaissons pas la cause de leurs décès.

Dans un cas, un fils d'un ménage initial sélectionné a épousé une fille d'un autre ménage initial sélectionné. Par conséquent, il y a 535 individus du panel vivant dans 534 ménages split-off.

Figure 2: Mortalité des individus du panel, 1998-2007



Source des données : ISTEEBU, 2007

Tableau 4 : Les causes de décès ventilées par tranche d'âge, 1998-2007

Sou

| Cause de décès | ≤ 5 | $6 \le . \le 15$ | $16 \le \le 30$ | $31 \le \le 40$ | $41 \le \le 50$ | $51 \le \le 60$ | > 60 |
|----------------|------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------|
| Malaria | 13,8 | 7,8 | 13,6 | 3,8 | 11,4 | 11,5 | 6,2 |
| HIV/SIDA | 0,0 | 2,0 | 2,3 | 11,5 | 5,7 | 0,0 | 4,2 |
| Autre maladie | 65,5 | 66,7 | 47,7 | 65,4 | 48,6 | 42,3 | 58,3 |
| Mort naturelle | 17,2 | 17,6 | 25,0 | 11,5 | 20,0 | 42,3 | 29,2 |
| Mort violente | 0,0 | 2,0 | 9,1 | 7,7 | 11,4 | 3,8 | 2,1 |

Source: ISTEEBU, 2007. Calculs effectués par l'auteur.

3.1.2 Chocs liés à la guerre, 1999-2007

Le Tableau 5 présente l'incidence des chocs liés à la guerre entre les deux vagues de l'étude. Dans le questionnaire, nous avons fait une distinction entre les chocs individuels et les chocs du ménage. Si le choc individuel ne concerne que l'individu (par exemple, la perte de fonctions ou de parties du corps, l'enlèvement, etc.), le choc du ménage touche essentiellement l'ensemble du ménage (par exemple, la destruction de la maison ou le vol de biens importants du ménage comme le bétail, la récolte, etc.). Les pourcentages du Tableau 5 indiquent les chocs individuels des 3.842 personnes interrogées.

Les chocs individuels sont rares, sauf dans les catégories « travail forcé », « violence et torture » et « taxation par les rebelles ». Il y a cependant des différences considérables selon le sexe et l'âge. Les individus sont groupés par tranches d'âge en fonction de leur âge en 1998 (lors de l'étude de 1998). Nous avons constaté que sur l'ensemble de l'échantillon, 2,1 % des personnes interrogées ont perdu une fonctionnalité ou une partie du corps importante suite à la guerre. Cette proportion augmente considérablement dans les trois dernières tranches d'âge (à partir de 26 ans). Par exemple, dans la tranche des 26-35 ans, 5,9 % des hommes ont perdu une fonctionnalité ou une partie du corps suite à la guerre. Il est possible que cette tranche d'âge corresponde à l'âge des combattants rebelles, ceux-ci étant évidemment davantage susceptibles d'être exposés à la violence. Le grand nombre de personnes âgées interrogées ayant subi un tel choc est plutôt surprenant, mais cela s'explique probablement par l'influence du vieillissement sur l'état de santé général. Par exemple, si des personnes âgées répondent qu'elles n'ont pas pu bénéficier d'un traitement convenable à cause de la guerre, elles attribuent leur état à la guerre.

1,9 % de tous les individus composant notre échantillon sont tombés dans une embuscade une fois au moins entre les deux vagues de l'étude. L'incidence de ce choc est la plus importante pour les personnes qui avaient entre 36 et 50 ans en 1998, tant pour les hommes que pour les femmes. En général, les hommes sont plus souvent tombés dans des embuscades que les femmes. Les embuscades routières tendues par des groupes rebelles étaient (et sont toujours) fréquentes au Burundi. Les victimes d'embuscades sur la route sont dépouillées de toutes leurs possessions mais elles ne sont généralement pas blessées. La plupart des embuscades ont lieu au moment où les fermiers vont au marché pour vendre leurs produits ou quand ils reviennent du marché, de l'argent en main. Les rebelles tendent également régulièrement des embuscades pour les voitures et les camions sur la route principale vers Bujumbura. Les chauffeurs doivent payer un montant fixe en liquide avant de pouvoir poursuivre leur route indemnes.

Le choc suivant repris dans le Tableau 5, l'enlèvement, n'a touché qu'une petite partie de notre échantillon. Au total, 1,4 % « seulement » des personnes interrogées ont été enlevées entre 1998 et 2007. D'après les témoignages recueillis par Human Rights Watch (1998), les rebelles ont occasionnellement capturé des hommes en vue de leur faire exécuter toutes sortes de tâches dans leurs bases dans la forêt de Kibira. Ces tâches étaient diverses : ramasser du bois à brûler, ramener de l'eau, préparer les repas ou encore porter des chargements lourds sur de longues distances. De notre échantillon, 5 % des hommes entre 17 et 25 ans, 4,4% des hommes entre 26 et 35 ans et 6% des hommes entre 36 et 50 ans ont été kidnappés à un moment donné entre 1999 et 2007. En général, ces « prisonniers » n'ont pas été relâchés, ils ont plutôt réussi à s'échapper à un certain moment au cours de leur enlèvement (Human Rights Watch, 1998).

Pendant la guerre, de nombreux fermiers ruraux ont été forcés à travailler, tant pour les groupes rebelles que pour les forces armées. Ce travail forcé n'était pas rémunéré et exposait régulièrement les victimes à des situations potentiellement dangereuses (par exemple, le transport d'armes lourdes d'une position rebelle à une autre, or, si les soldats du gouvernement les repéraient, ils ouvraient immédiatement le feu sur les présumés « partisans des rebelles »). 9 % des hommes ayant participé à notre sondage ont signalé qu'ils ont été forcés à travailler pour des rebelles ou pour des soldats de l'armée. Ce pourcentage s'élève à 19,2 % pour les hommes ayant entre 17 et 25 ans en 1998, et à 16,5% pour les hommes entre 26 et 50 ans. A noter qu'une proportion non négligeable de femmes a également été forcée à travailler sans rémunération (6 % pour la tranche d'âge de 17 à 25 ans). 4,9 % des personnes interrogées ont subi des violences ou ont été torturées entre 1999 et 2007. La proportion de personnes ayant subi des violences directes augmente d'une tranche d'âge à l'autre, sauf pour la tranche d'âge supérieure. Plus de 10 % des personnes interrogées ayant entre 36 et 50 ans ont subi des violences physiques depuis 1998. Dans toutes les tranches d'âge, les hommes ont davantage été exposés à la violence que les femmes.

<u>Tableau 5</u>: Incidence des chocs individuels causés par la guerre, par âge et par sexe, 1999 - 2007

| | Perte d'une fonction | Embuscade sur la route | Enlèvement | Travail forcé | Violence/Torture | Taxation par les rebelles (forcée) | N |
|-------------|----------------------|---------------------------|------------|---------------|------------------|------------------------------------|------|
| | importante du | | | | | | |
| | corps | | | | | | |
| Tous | 2,1 | 1,9 | 1,4 | 5,8 | 4,9 | 7,6 | 3811 |
| Homme | 2,0 | 3,7 | 2,5 | 9,0 | 7,5 | 10,9 | 1832 |
| Femme | 2,2 | 0,3 | 0,4 | 2,8 | 2,5 | 4,6 | 1979 |
| 10 ≤ . ≤ 16 | 0,9 | 1,7 | 1,4 | 6,4 | 3,9 | 3,5 | 768 |
| Homme | 0,5 | 3,1 | 2,6 | 9,2 | 6,4 | 4,8 | 392 |
| Femme | 1,3 | 0,3 | 0,3 | 3,5 | 1,3 | 2,1 | 375 |
| 17 ≤ . ≤ 25 | 1,3 | 3,9 | 2,5 | 12,2 | 8,1 | 13,1 | 558 |
| Homme | 1,9 | 8,1 | 5,0 | 19,2 | 12,7 | 21,2 | 260 |
| Femme | 0,7 | 0,3 | 0,3 | 6,0 | 4,0 | 6,0 | 298 |
| 26 ≤ ≤35 | 5,3 | 2,8 | 2,8 | 10,6 | 8,5 | 17,3 | 433 |
| Homme | 5,9 | 5,4 | 4,4 | 16,6 | 13,7 | 24,9 | 205 |
| Femme | 4,8 | 0,4 | 1,3 | 5,3 | 3,9 | 10,5 | 228 |
| 36 ≤ . ≤ 50 | 4,8 | 4,1 | 3,0 | 8,8 | 10,1 | 18,0 | 434 |
| Homme | 4,9 | 8,8 | 6,0 | 16,5 | 15,4 | 28,6 | 182 |
| Femme | 4,8 | 0,8 | 0,8 | 3,2 | 6,3 | 10,3 | 252 |
| > 50 | 6,3 | 1,7 | 0,4 | 2,9 | 5,9 | 14,6 | 239 |
| Homme | 5,1 | 3,4 | 0,8 | 5,1 | 10,2 | 18,6 | 118 |
| Femme | 7,4 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | 1,7 | 10,7 | 121 |

Source: ISTEEBU, 2007. Calculs par les auteur

Enfin, 7,6 % des personnes interrogées ont été soumises à la taxation forcée par les rebelles entre 1998 et 2007. La taxation des civils est une des méthodes utilisées par les organisations rebelles pour financer leurs opérations. Pour qu'un mouvement rebelle soit durable, les rebelles doivent être rémunérés, leurs familles nourries et des armes et voitures doivent être achetées ou volées. Bien que les civils aient été invités à contribuer pour des motifs idéologiques, leurs contributions étaient principalement forcées. Si les civils refusaient de payer leur contribution, leurs biens étaient tout simplement volés ou pire, ils se faisaient tuer. Les chiffres du Tableau 5 suggèrent un scénario clair de taxation d'activités économiques : l'incidence de la taxation parmi la tranche d'âge la plus jeune est relativement faible, vu l'absence de base de taxation (la plupart des jeunes n'ont pas d'argent ou de biens susceptibles d'être taxés) ; les personnes du groupe suivant (17-25 ans) ont déjà accumulé une certaine richesse, d'où l'incidence de 13,1 % de la taxation. L'incidence de la taxation augmente dans chacune des tranches d'âge suivantes, ce qui s'explique par le fait que les personnes accumulent généralement davantage de richesses (et par conséquent, une base de taxation plus importante) au fur et à mesure qu'ils avancent dans leur vie. A noter que 28,6% des hommes de 36 à 50 ans (en 1998) ont été soumis à la taxation forcée entre 1998 et 2007. L'incidence de la taxation diminue quelque peu pour les personnes les plus âgées car, en général, elles ont déjà transféré une partie importante de leurs richesses (et de leurs terres) à leurs fils mariés.

3.1.3 Migration temporaire, 1999-2007

En vue de l'étude de 2007, nous avons défini la migration temporaire comme une absence du *rugo* (foyer familial) de plus de trois mois. Nous avons interrogé chaque personne participant à l'étude au sujet de ses migrations temporaires entre 1999 et 2007. Si une personne avait quitté son ménage entre 1999 et 2007, et n'était pas encore revenu, son absence n'était pas considérée comme une migration temporaire, car il se peut que cette personne ne revienne plus jamais. De manière générale, 10% des individus (384 sur 3.842) ont migré temporairement au moins une fois entre 1999 et 2007. La Figure 3 indique pourquoi certaines personnes ont été amenées à quitter leur foyer. Presque la moitié des personnes interrogées qui ont quitté leur foyer entre 1999 et 2007 ont fui leur village afin d'échapper aux violences sévissant dans leur région d'origine. Ces personnes ont quitté leurs maisons mais ne se sont pas rendues dans des camps de refugiés. Il y a relativement plus de femmes (59,9%) que d'hommes (41,7%) qui ont migré afin d'échapper à la violence. Généralement, ce sont les femmes et les petits enfants qui ont déménagé vers un endroit plus sûr, alors que le chef de famille, l'homme, et ses fils plus âgés restaient à la maison pour travailler sur les champs et pour surveiller la propriété familiale. 26,6% des personnes interrogées ont temporairement quitté le *rugo*

à la recherche de travail dans d'autres régions. Il n'est pas étonnant de constater que davantage d'hommes (39,3%) que de femmes (3,6%) ont quitté le foyer à la recherche de travail. Environ 10% des personnes interrogées ayant quitté le foyer entre 1998 et 2007 ont rejoint un camp de réfugiés. Là aussi, ce pourcentage est nettement plus élevé pour les femmes (16,1%) que pour les hommes (6,9%). Presque 6% des personnes interrogées ont temporairement déménagé afin d'échapper à la famine frappant la région d'origine. Enfin, 11 individus interrogés ont été forcés à vivre dans un camp de regroupement.

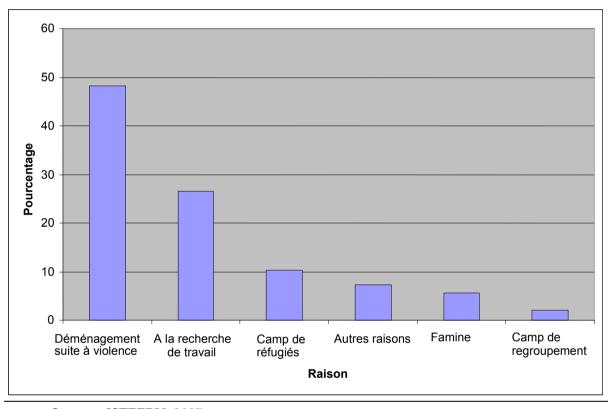


Figure 3: Causes de la migration temporaire entre 1999 et 2007

Source: ISTEEBU, 2007

Globalement, la durée moyenne de l'absence des personnes interrogées ayant quitté leur foyer entre 1999 et 2007 est de 19,7 mois. La durée de l'absence varie fortement en fonction de la raison de cette absence: pour les personnes ayant déménagé dans le but de chercher du travail, la durée moyenne de l'absence était de 14 mois, alors que pour les personnes fuyant la violence, la durée de l'absence était de deux ans en moyenne¹⁰. La plupart des personnes ayant fui la violence (36,4%) ont habité dans un pays étranger (en Tanzanie pour la plupart). 36,1% des personnes ont temporairement déménagé vers un autre village appartenant à la même commune, alors que 16,2%

On notera l'impact potentiel de la migration suite à la violence sur le bien-être, étant donné que ces personnes n'étaient pas en mesure de cultiver leurs champs pendant plus de deux ans .

des personnes ont changé de commune tout en restant dans la même province. Enfin, 10% des personnes ont quitté leur province tout en restant au Burundi.

3.2 Les ménages du panel

3.2.1 Chocs liés à l'économie, au climat et à la guerre, 1999-2007

Outre les chocs individuels, l'étude de 2007 a recueilli des informations concernant des chocs susceptibles d'affecter le bien-être de l'ensemble du ménage. Nous avons pris en considération trois types de chocs pouvant affecter un ménage : les chocs causés par les conditions climatiques, les chocs causés par la guerre et les chocs causés par les conditions économiques. La Figure 4 indique l'incidence des chocs climatiques entre 1999 et 2007. Il est typique pour un pays dont le bien-être dépend tellement du climat que les chocs climatiques soient très courants. La quasi-totalité des ménages du panel (94,7%) a signalé au moins un an de pluies excessives entre les deux vagues de l'étude. 33,3 % des ménages ont signalé que des pluies abondantes avaient détruit (des parties de) leur rugos, et 45,5% des ménages ont indiqué que des coulées de boue ont emporté leurs champs et leurs récoltes une fois au moins entre 1999 et 2007¹¹. 12% des ménages ont perdu la récolte de leurs champs suite à des averses excessives pendant deux années entre les deux vagues de l'étude, alors que 4,5% ont malheureusement perdu leur récolte à trois reprises. En conséquence (et en raison de la fréquence des pluies insuffisantes), on notera la fréquence des mauvaises récoltes entre 1999 et 2007 : 93% des ménages du panel ont connu au moins une année de récoltes extrêmement pauvres entre les deux vagues de l'étude. Plus d'un tiers des ménages (37,5%) ont signalé une récolte extrêmement mauvaise à trois reprises (trois années) entre 1999 et 2007. Ces dernières années, le Burundi a été touché par des maladies de cultures qui se propagent très rapidement et qui touchent principalement le manioc et les pommes de terre douces. 88% des ménages du panel ont été confrontés à de telles maladies entre les deux vagues de l'étude. Il faut signaler néanmoins que 55,5% des ménages ont eu au moins une récolte inhabituellement bonne entre 1999 et 2007.

Les maisons construites sur des côtes ou des pentes sont particulièrement vulnérables et exposés à la destruction due à la pluie. Les pluies abondantes provoquent des coulées de boue entraînant des maisons et des champs cultivés dans leur descente. En janvier 2007, des averses ont provoqué des coulées de boue qui ont détruit des milliers de maisons, laissant environ 23.000 personnes à la rue. Les coulées de boue ont occasionné des dégâts d'une telle envergure aux moissons que le Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé que 800.000 personnes avaient un besoin urgent d'aide alimentaire. Plus récemment, en avril 2008, d'importantes averses ont détruit 1.000 maisons dans la province de Cibitoke (nord-ouest), laissant des milliers de personnes sans abri ou sans nourriture (OCHA, 2008).

La Figure 5 indique l'incidence des chocs causés par la guerre au niveau du ménage. 21% des ménages du panel ont subi un vol d'argent dans leur *rugo* entre 1999 et 2007. Le vol de cultures sur les champs était nettement plus fréquent : 41% des ménages en ont été victime. Très souvent, les terres des fermiers qui ont dû s'enfuir suite à une attaque des rebelles ou de l'armée, étaient complètement pillées pendant leur absence (Human Rights Watch, 1998). 21% des ménages se sont fait voler leurs récoltes à plusieurs reprises. Le pillage des possessions du ménage (particulièrement le cheptel) était également une pratique courante durant la guerre. Presque 25% des ménages ayant participé à notre étude ont été victime du vol de leurs possessions entre 1999 et 2007.

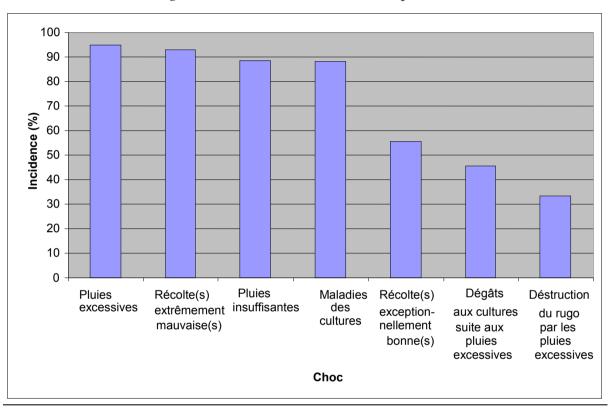


Figure 4: Incidence des chocs climatiques, 1999-2007

Source des données : ISTEEBU, 2007

45 40 35 15 10 5 Vol des cultures Vol ou destruction Vol d'argent Perte de terres Destruction du rugo suite à la dans les champs suite à la guerre des avoirs du au rugo ménage violence Choc

Figure 5: Incidence des chocs causés par la guerre, 1999-2007

Source des données : ISTEEBU, 2007

Les maisons de plus de 10% des ménages composant notre panel ont été détruites entre 1999 et 2007. La destruction de *rugos* faisait également partie de la politique de regroupement et visait à empêcher les fermiers de fuir les camps et de retourner chez eux. Les soldats retiraient fréquemment la tôle des toits des maisons abandonnées pour la vendre au marché noir. Enfin, presque 11% des ménages ont perdu une partie de leurs terres suite aux violences, les terres constituant le bien de capital le plus important au Burundi rural. Bien que nous n'ayons pas d'informations quant aux raisons de ces pertes de terres, il est certain que les rebelles confisquaient occasionnellement des terres et des maisons pour leur usage personnel.

Revenons un instant à la taxation forcée mentionnée au Tableau 5. Bien que la taxation soit inscrite comme choc individuel dans le questionnaire, nous savons qu'elle se faisait au niveau du ménage. Un seul membre du ménage, généralement le chef de famille, était taxé au nom de l'ensemble du ménage. Dans l'ensemble, nous constatons que 23% des ménages du panel ont été forcés à payer des participations à divers groupements rebelles. La moyenne des sommes exigées durant la période 1999-2007 s'élève à 11.846 BIF par ménage (BIF : franc burundais). Bien qu'il soit impossible de traduire ce chiffre en un prix constant (nous ne savons pas quel montant a été versé en quelle année), cela se rapproche du niveau de consommation mensuel du ménage rural médian en 1998.

La Figure 6 indique la fréquence d'événements économiques importants. 57% des ménages ont souffert de l'indisponibilité de ressources agricoles importantes (produits chimiques, engrais) entre 1999 et 2007. Pour 68,5% des ménages, ces produits étaient disponibles mais ils n'étaient pas abordables. Pour ce qui est des chocs économiques positifs, 48,5% des ménages ont bénéficié d'une aide humanitaire au moins une fois entre les deux volets de l'étude. 15,1% des ménages ont reçu une aide pendant deux ans entre 1999 et 2007, alors que presque 12% ont bénéficié d'une aide durant trois ans. Les deux autres évènements mentionnés dans la Figure 6 sont plutôt des stratégies de survie que des chocs. Près de 20% des ménages ont été forcés à vendre (des parties de) leurs terres afin de survivre. Au Burundi, la vente de terres est le dernier recours vu la rareté des terres et l'importance économique et sociale vitale de la propriété. 4% des ménages ont vendu la tôle de leur toiture afin d'obtenir de l'argent.

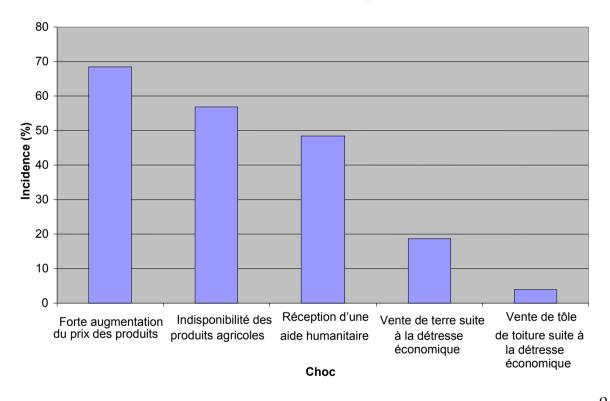


Figure 6: Incidence des chocs économiques, 1999-2007

Source des données : ISTEEBU, 2007.

3.2.2 Évaluation subjective du bien-être, 1998 – 2007

Les chocs au niveau des individus et des ménages mentionnés dans les sections précédentes ont forcément eu un impact sur le bien-être. Lors de l'étude de 2007, nous avons demandé aux ménages du panel de se positionner sur une échelle de bien-être subjective allant de très riche à très pauvre. Dans ce contexte, on entend par 'subjectif' un avis qui correspond à leur propre point de

vue, par opposition aux mesures des dépenses plus 'objectives' utilisées plus loin dans ce rapport. Nous avons demandé aux ménages de se positionner à trois moments précis, à savoir en 1993 (avant la guerre), en 1998 (pendant la guerre) et en 2007 (après la guerre). Le Tableau 6 reprend les résultats de cette évaluation subjective du bien-être. En 1993, avant la guerre, seuls 21% des ménages du panel estimaient être pauvres. En 1998, ce chiffre a grimpé jusqu'à 46,7%. Lors de l'étude de 2007, 64,5% des ménages estimaient être pauvres. On notera en particulier la forte augmentation du nombre de ménages qui se considèrent comme étant très pauvres (de 7% en 1998 à 24,7% en 2007).

Tableau 6: Évolution du bien-être subjectif des ménages initiaux 1993-2007

| Échelle de bien-être | 1993 | 1998 | 2007 |
|----------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| subjectif | (avant la guerre) | (pendant la guerre) | (après la guerre) |
| Très riche | 12 | 3 | 1 |
| | (1,4%) | (0,3%) | (0,1%) |
| Riche | 74 | 20 | 21 |
| | (8,5%) | (2,3%) | (2,4%) |
| Aisé | 222 | 94 | 72 |
| | (25,4%) | (10,7%) | (8,2%) |
| S'en sort tout juste | 382 | 350 | 217 |
| | (43,8%) | (40,0%) | (24,8%) |
| Pauvre | 157 | 348 | 349 |
| | (18,0%) | (39,7%) | (39,8%) |
| Très pauvre | 26 | 61 | 216 |
| | (3,0%) | (7,0%) | (24,7%) |
| Taux de pauvreté | | | |
| subjective | 21,0% | 46,7% | 64,5% |
| N | 873 | 876 | 876 |

Tableau 7 : Matrice de mobilité subjective des ménages initiaux 1998-2007

| 2007 | Riche | Aisé | S'en sort tout juste | Pauvr e | Très pauvr e | Total | Tombé dans la pauvreté (pour cent) | Sorti de la pauvreté (pour cent) |
|-------------------------|-------|------|----------------------------|------------|--------------------|-------|--|--|
| Riche | 6 | 3 | 5 | 6 | 3 | 23 | 39,13 | |
| Kicie | O | 3 | 3 | O | 3 | 23 | 39,13 | |
| Aisé | 8 | 7 | 52 | 18 | 9 | 94 | 28,72 | |
| S'en sort tout juste | 6 | 53 | 45 | 211 | 35 | 350 | 70,29 | |
| Pauvre | 2 | 9 | 110 | 84 | 143 | 348 | | 34,77 |
| Très pauvre | 0 | 0 | 5 | 30 | 26 | 61 | | 8,20 |
| Total | 22 | 72 | 217 | 349 | 216 | 876 | 60,38 | 30,81 |

Le Tableau 7 montre l'évolution des ménages par rapport à la pauvreté (subjective) entre 1999 et 2007. Globalement, 60,4% des ménages qui ne se trouvaient pas pauvres en 1998, s'estimaient pauvres en 2007. Ceci est principalement dû au glissement vers le bas des ménages qui s'en sortaient tout juste en 1998. Cette catégorie de ménages est particulièrement vulnérable étant donné que le moindre contretemps peut suffire à les faire sombrer dans la pauvreté. En 1998, 350 ménages de notre panel s'en sortaient tout juste. En 2007, 246 d'entre eux étaient devenus pauvres ou très pauvres. Sur cette même période, certains ont connu une évolution économique positive, même si c'était moins fréquent: 121 des 348 ménages qui s'estimaient pauvres en 1998 avaient réussi à sortir de la pauvreté en 2007 (34,8%). La proportion de ménages devenus pauvres est deux fois plus importante que la proportion des ménages qui ont réussi à sortir de la pauvreté (60,4% vs. 30,8%).

3.3 Les villages du panel : chocs causés par la guerre

En 2007, nous avons réexaminé 100 villages du panel de 1998. Sur ces 100 villages, 61 ont été victime de violences de guerre entre 1993 et 2007. Et sur ces 61 villages, 40 ont subi des violences entre 1993 et 1998 uniquement, les 21 autres villages ayant subi des violences sur toute la période.

D'après les estimations, les attaques des rebelles ou de l'armée auraient fait 222 morts et 231 blessés. Le Tableau 8 indique les dommages matériels : 4.374 maisons, 11 églises, 3 centres de santé et 13 écoles ont été détruits, dont la plupart avant 1998. Entre 1998 et 2007, les rebelles sont venus chercher de jeunes recrues masculines dans 33 villages et ils ont réussi à mobiliser 766 personnes. Dans quasiment la moitié des villages (46,7%), le recrutement était volontaire. Dans 31,7% des villages, les jeunes hommes ont été forcés à se joindre aux rebelles. Dans les autres villages, le recrutement était tantôt volontaire, tantôt forcé.

<u>Tableau 8 :</u> Destruction d'équipements dans les villages du panel, 1993-2007, 61 villages touchés, dont 21 jusqu'en 2007

| Destruction de | Nombre total | |
|------------------|--------------|--|
| Maisons | 4374 | |
| Églises | 11 | |
| Centres de santé | 3 | |
| Écoles | 13 | |

Source: ISTEEBU, 2007. Calculs de l'auteur.

4 Transitions de bien-être et de pauvreté, 1998-2007

4.1 Évolution du bien-être des ménages initiaux

Dans ce rapport, nous définissons la pauvreté comme étant le manque de pouvoir d'achat en vue de consommer les biens de première nécessité (alimentaires ou non-alimentaires) afin de vivre une vie active, insérée dans la société où l'on vit. Cette définition est souvent utilisée dans l'analyse économique du bien-être et de la pauvreté partout dans le monde. Le panier des biens alimentaires de 'première nécessité' est défini comme étant la valeur, en devise locale, de 2500 kcal par adulte par jour, et est défini comme étant le seuil de pauvreté alimentaire. Ce panier est composé des denrées alimentaires consommées par les ménages dont les dépenses figurent dans les 60% inférieurs de la distribution. Cette composition sert à éviter de calculer un seuil de pauvreté alimentaire basé sur les habitudes de consommation des riches. On ajoute à cette valeur de 2500 kcal le montant des dépenses non-alimentaires des ménages dont les dépenses totales sont égales au seuil de pauvreté alimentaire. En effet, les dépenses non-alimentaires de ces ménages sont considérées comme nécessaires dans le sens où ces ménages sont disposés à consommer moins de nourriture (moins que le seuil de pauvreté alimentaire) afin d'acheter certains produits non-alimentaires. L'addition des dépenses alimentaires et non-alimentaires représente le seuil de

Le Tableau 9 montre les dépenses en 2007 par équivalent adulte des 872 ménages initiaux avec des données de consommation complètes et qui ont été interviewés lors des deux vagues de l'enquête.13 La consommation moyenne par équivalent adulte des 872 ménages du panel s'élevait à 16.789,85 BIF par mois lors de l'étude de 2007. En utilisant le taux de conversion officiel d'octobre 2007, cela représente 14,47 USD, soit environ 0,5 dollars américains par jour. Nous avons constaté d'importantes différences d'une province à l'autre : les ménages dans le Bururi avaient une consommation moyenne trois fois supérieure à la consommation des ménages dans le Ruyigi. Étant donné que les chiffres de la première colonne du Tableau 9 ne peuvent pas être comparés aux niveaux de consommation en 1998 de la deuxième colonne, la troisième colonne indique les niveaux de consommation en 2007 exprimés en prix constants de 1998. La consommation moyenne par équivalent adulte des ménages du panel a augmenté de plus de 13% entre 1998 et 2007 (de 7.084 BIF en 1998 à 8.033 BIF en 2007). Toutefois, la consommation moyenne en 2007 de 8.033,42 BIF (converti en prix de 1998) n'atteint toujours pas le seuil de pauvreté (8.173,15 BIF). Ce qui est tout à fait étonnant, c'est que, malgré l'augmentation de 13% de la consommation moyenne, l'incidence de la pauvreté n'a diminué que de 1 point de pourcentage. Si, entre 1998 et 2007, le niveau de pauvreté des ménages du panel a fortement diminué dans certaines provinces (comme dans le Bururi et le Muyinga), il a considérablement augmenté dans d'autres provinces (comme dans le Kirundo, le Ngozi et le Muramvya). La pauvreté est persistante (en 1990, 1998 et 2007, voir Figure 8). Des niveaux de consommation moyenne plus élevés ne reflètent pas forcément des niveaux de pauvreté inférieurs : bien que, en moyenne, les ménages du panel dans le Cankuzo aient augmenté leurs niveaux de consommation de presque 31%, l'incidence de la pauvreté a augmenté de plus de 2 points de pourcentage. Cela suggère une inégalité accrue dans la répartition de la consommation.

La Figure 7 montre l'évolution de la répartition des niveaux de consommation entre 1998 et 2007. Si en 2007 il y a plus de ménages avec des niveaux de consommation élevés ou très élevés qu'en 1998, il y a également plus de ménages avec des niveaux de consommation inférieurs. En d'autres termes, c'est la répartition des niveaux de consommation qui est nettement moins bonne en 2007 qu'en 1998. Globalement, il y a une augmentation de 13% des niveaux de consommation moyens, mais une diminution de 16% du niveau de consommation médian : le niveau de consommation médian des 872 ménages du panel s'élevait à 6.119,89 BIF en 1998, alors qu'il ne s'élève plus qu'à 5.151,16 BIF en 2007. Les tendances de la Figure 7 sont reflétées par l'évolution du coefficient de Gini de la consommation par équivalent adulte : en 1998, le coefficient de Gini parmi

-

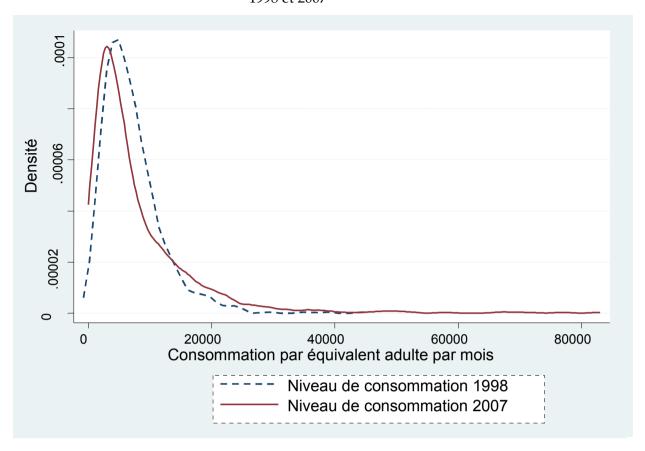
Les biens alimentaires peuvent être soit achetés, produits pour auto-consommation ou reçus en cadeau.

La consommation de deux des 874 ménages initiaux n'a pas été mesuré.

les ménages du panel était de 0,33. En 2007, il s'élevait à 0,44. Cela confirme la forte augmentation de l'inégalité entre 1998 et 2007. Globalement, 54,1% des ménages du panel avait un niveau de consommation moins élevé en 2007 qu'en 1998. Le glissement dans la répartition des niveaux de consommation se traduit par une incidence accrue de l'extrême pauvreté ou de l'insécurité alimentaire. Si la pauvreté individuelle globale a diminué de 1 point de pourcentage entre 1998 et 2007 (voir Tableau 9), l'incidence de la pauvreté extrême est passée de 56,0% en 1998 à 59,2% en 2007. Les ménages pauvres en 2007 sont moins bien lotis en termes de consommation que les ménages pauvres en 1998, avec un niveau de consommation moyen de 3.682,54 BIF en 2007 et de 4.570,64 BIF en 1998. Par contre, les dépenses de consommation moyennes des non-pauvres en 2007 (17.184,21 BIF) sont beaucoup plus élevées que celles des non-pauvres en 1998 (12.569,69 BIF).

Une remarque s'impose néanmoins: les pauvres et les non-pauvres ne sont pas nécessairement les mêmes dans les deux volets de l'étude. Le Tableau 10 montre clairement qu'il existe une mobilité économique importante parmi les ménages du panel. 35% des ménages sont passés d'une catégorie économique (pauvre ou non-pauvre) à une autre entre 1998 et 2007. La pauvreté est cependant persistante : 74% des ménages pauvres en 1998 le sont toujours en 2007. La prospérité, par contre, est moins persistante : plus de la moitié des ménages (54,4 %) qui n'étaient pas pauvres en 1998, l'étaient en 2007. Cela se confirme lorsqu'on examine le niveau des quintiles inférieur et supérieur : les dépenses de consommation du quintile inférieur de l'étude de 1998 s'élevaient à 2.121,28 BIF en 1998-1999. En 2007, le niveau de consommation de ce quintile s'élevait à 5.086,95 BIF, soit une augmentation de 140%. En d'autres termes, ces ménages ont rejoint la moyenne. De la même façon, le quintile le plus élevé de l'étude de 1998 avait un niveau de consommation moyen de 14.574,35 BIF en 1998. En 2007, celui-ci était de 10.840,39 BIF, soit une diminution de 29%. Nous observons donc un glissement vers le niveau de bien-être moyen dans les données. Cet effet de convergence semble contredire la Figure 7 et les coefficients de Gini, qui montraient que la répartition de la consommation était plus inégale en 2007 qu'en 1998. Or, bien que les pauvres de 2007 soient plus pauvres que les pauvres de 1998 (et que les riches soient plus riches, d'où le coefficient de Gini plus élevé), les pauvres de 1998 ne sont pas tous les mêmes que ceux de 2007.

Figure 7 : Estimation de la densité-noyau des niveaux de consommation par équivalent adulte, $1998 \ {\rm et} \ 2007$



<u>Tableau 9</u>: Consommation du ménage par mois par équivalent adulte et incidence de la pauvreté chez les ménages initiaux en 1998 et en 2007, par province de résidence

| Province | Niveau de consommation | Niveau de consommation | | Incidence de la | | Incide de l | a |
|----------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|----|---------------------|----|
| | 1998 (BIF 1998) | 2007 (BIF 2007) | 2007 (BIF 1998) | pauvreté 1998 | | té pauvreté 2007 | |
| | (BH 1550) | (BH 2007) | (BH 1330) <u>-</u> | % R | | % | R |
| Bururi | 9.479,83 | 29.720,93 | 14.220,54 | 49.4 | 12 | 30.4 | 12 |
| Cankuzo | 9.329,83 | 25.531,64 | 12.216,10 | 50.0 | 11 | 52.3 | 10 |
| Cibitoke | 6.571,40 | 20.218,24 | 9.673,80 | 71.1 | 6 | 57.8 | 9 |
| Gitega | 4.443,31 | 14.121,24 | 6.617,08 | 90.2 | 2 | 81.2 | 3 |
| Karuzi | 5.604,18 | 13.829,71 | 6.617,08 | 76.9 | 5 | 76.9 | 5 |
| Kayanza | 7.271,63 | 15.121,84 | 7.235,33 | 63.2 | 8 | 72.6 | 6 |
| Kirundo | 7.604,21 | 13.055,82 | 6.246,80 | 63.6 | 7 | 78.2 | 4 |
| Muramvya | 9.619,66 | 18.628,88 | 8.913,34 | 52.5 | 10 | 61.6 | 8 |
| Muyinga | 6.563,87 | 20.287,74 | 9.707,05 | 77.2 | 4 | 48.1 | 11 |
| Ngozi | 8.093,07 | 9.856,72 | 4.716,13 | 55.6 | 9 | 86.7 | 2 |
| Rutana | 5.970,48 | 14.542,94 | 6.958,34 | 81.8 | 3 | 70.5 | 7 |
| Ruyigi | 4.161,91 | 9.051,02 | 4.330,63 | 96.2 | 1 | 90.4 | 1 |
| Moyenne | 7.084,10 | 16.789,85 | 8.033,42 | 68.8 | | 67.8 | |
| N | 872 | 872 | 872 | 872 | | 872 | |

<u>Remarques</u>: Dans les deux premières colonnes, la consommation par équivalent adulte est exprimée en prix réels. L'incidence de la pauvreté en 1998 est basée sur le seuil de pauvreté rural de 8.173,15 BIF. L'incidence de la pauvreté en 2007 est basée sur le même seuil de pauvreté, néanmoins mis à jour sur base des prix spécifiques de 2007. Ce seuil de pauvreté mis à jour (2007) s'élève à 16.560,64 BIF. Source des données: ISTEEBU (2007) et République du Burundi et Banque mondiale (1998), Bundervoet (2006) et les calculs des auteurs.

Le Tableau 11 vient compléter l'image par la comparaison de la croissance du bien-être des ménages pauvres et non-pauvres dans les zones paisibles et dans les régions touchées par la guerre. La variable du combat est une variable binaire qui indique s'il y a eu ou non au moins un combat entre l'armée et les groupements rebelles. Nous observons une forte croissance dans la consommation des pauvres, tant dans les régions paisibles que dans les régions touchées par la guerre. La croissance de la consommation des non-pauvres est modérément négative dans les régions paisibles et elle est plus négative encore dans les régions touchées par la guerre. La différence dans la croissance de la consommation des pauvres et des non-pauvres est statistiquement significative tant dans les régions paisibles que dans les régions touchées par la guerre, mais l'impact de la guerre est uniquement significatif du point de vue statistique pour les non-pauvres. Toutefois, l'estimateur de différence des différences est basé sur le croisement deux par deux d'une variable binaire de pauvreté et d'une variable binaire de guerre. Bien que cela soit

basé sur la même logique, nous utiliserons une mesure continue de la consommation ainsi qu'une mesure continue de l'intensité de la guerre dans le cadre de régression ci-dessous afin d'éviter la perte d'informations.

Tableau 10: Mobilité économique des ménages initiaux, 1998-2007

| 1998 | 2007 | | Total |
|-------------|----------------|----------------|-------|
| | Pauvres | Non-pauvres | |
| Pauvres | 442 (73,9%) | 156 (26,1%) | 598 |
| Non-pauvres | 149 (54,4%) | 125 (45,6%) | 274 |
| Total | 591 | 281 | 872 |

Source des données : ISTEEBU (2007) et République du Burundi et Banque mondiale (1998).

<u>Tableau 11 :</u> Différence des différences comparant la croissance de la consommation par équivalent adulte 1998-2007 pour les ménages initiaux pauvres et non pauvres, dans les différentes régions touchées par la guerre civile

| Pauvreté en 1998 | Aucun combat | 1 combat au moins | Différence |
|------------------|--------------|-------------------|------------|
| | N=685 | N=184 | |
| | | | |
| Pauvres | +96,43 | +119,58 | +23,15 |
| | (13,31) | (43,95) | (50,11) |
| | | | |
| Non-pauvres | -7,58 | -38,42 | -30,84** |
| | (0,079) | (12,87) | (14,59) |
| | | | |
| Différence | -104,0*** | -158,0*** | -54,0 |
| | (13,91) | (52,44) | (53,2) |

<u>Remarques</u>: Erreurs standard entre parenthèses. ***significatif au niveau 1%; **significatif au niveau 5%; *significatif au niveau 10%. Source des données: ISTEEBU (2007) et République du Burundi et Banque Mondiale (1998).

Figure 8 : Provinces pauvres (% de ménages pauvres > moyenne) en 1990, 1998 et 2007.







4.2 La prise en compte des ménages split-off

4.2.1. Reconstitution des ménages initiaux

La plupart des études qui utilisent des données de panels pour examiner la dynamique du bien-être et de la pauvreté ne tiennent pas compte des nouveaux ménages qui ont été formés entre les vagues d'enquêtes par les membres d'un ménage initial (de la première période). Si les nouveaux ménages (splits ou ménages split-off) sont systématiquement plus pauvres ou plus riches que leur ménage d'origine, la comparaison entre le niveau de bien-être du ménage d'origine à la période 1 et à la période 2 surestimera ou sous-estimera systématiquement le bien-être du ménage d'origine au cours de la deuxième période. Pour s'en rendre compte, imaginez un ménage qui était constitué de quatre membres en 1998. La consommation par équivalent adulte du ménage était, disons, de 6000 BIF. Entre 1998 et 2007, les deux fils du ménage se sont mariés et ont fondé leurs propres ménages. Pendant ce temps, la mère et le père du ménage d'origine ont adopté un orphelin de guerre. La consommation par équivalent adulte en 2007 du ménage d'origine, qui est maintenant constitué de trois membres, s'élève à 5000 BIF (en prix de 1998). Une comparaison naïve des deux chiffres de consommation suggère que le ménage d'origine s'est appauvri entre 1998 et 2007. Cependant, imaginez que les nouveaux ménages des deux fils qui se sont mariés ont des dépenses par équivalent adulte d'un montant de 10.000 BIF et 7.000 BIF.

Par conséquent, lorsqu'on part de la *perspective du ménage d'origine* et que l'on compare le bien-être du ménage d'origine en 1998 et 2007, il faut prendre en compte le niveau actuel (2007) de bien-être de *tous* les individus qui étaient membres de ce ménage en 1998. En procédant de la sorte, le niveau de bien-être en 2007 du ménage *d'origine* reconstitué se calcule comme suit : $\frac{2}{4}*5000 + \frac{1}{4}*10000 + \frac{1}{4}*7000 = 6750 \, \text{BIF} \, \text{par équivalent adulte}. \, \text{En utilisant cette méthode, le ménage d'origine est$ *plus riche* $en 2007 qu'en 1998.}$

Pour appréhender tout cela de façon schématique, prenons un modèle simple à deux périodes où HM_{1ij} représente le nombre de membres d'un ménage i à la période 1. J est l'index du statut du ménage et vaut de 0 à N, N étant le nombre de nouveaux ménages qui sont formés entre la période 1 et la période 2 par des membres du ménage d'origine i. Notons que j=0 est l'index du ménage d'origine. Soit HM_{2ij} le nombre de membres du ménage d'origine dans le jème split du

Même si nous étudions le bien-être des ménages split-off et leur impact sur le bien-être des ménages reconstitués, le processus de formation des nouveaux ménages en tant que tels n'est pas le sujet de ce rapport.

Nous verrons ci-après que cette méthode n'est pas la seule pour comparer le bien-être et la pauvreté dans le temps. En particulier, cette méthode postule que les ménages d'origine et leurs splits mettent leurs ressources en commun, ce qui n'est pas nécessairement le cas.

ménage i (j=0,...,N) à la période 2, de sorte que $\sum_{j=0}^{N} HM_{2ij} + nombre_de_décès = HM_{1ij}$. Enfin, C_{2ij} représente les dépenses de consommation par équivalent adulte à la période 2 du ménage j (j=0,...,N). La mesure du bien-être du ménage d'origine à la période 2 se calcule comme suit :

$$W_{2i0} = \sum_{j=0}^{N} \frac{HM_{2ij}}{HM_{1i0} - nombre_de_d\acute{e}c\grave{e}s} C_{2ij}$$
 (1)

Lorsque nous incluons tous les ménages d'origine dans l'analyse, qu'il y ait ou non un split interviewé (N=872), nous constatons que le niveau de consommation moyen en 2007 des ménages reconstitués, calculé selon l'équation (1), est sensiblement pareil avec (16.771,69 BIF) et sans (16.789,85 BIF) les splits. Cependant, le niveau de consommation médian augmente de 3,6% (5.334,95 BIF (en prix de 1998) avec les splits, pour 5.151,16 BIF sans les splits). Le pourcentage de pauvres en 2007 est de 65,4% pour les ménages reconstitués, pour 67,8% lorsque les splits ne sont pas pris en compte. L'incidence de l'extrême pauvreté baisse également (59,2% sans splits contre 56,9% avec splits), mais demeure plus élevée qu'en 1998.

Nous constatons que le fait de prendre en compte les ménages split-off pour calculer la pauvreté globale au niveau des ménages reconstitués diminue le pourcentage de pauvreté de 3,5% au lieu de 1%. Étant donné le niveau de bien-être relativement élevé des ménages nouvellement formés (18.473 BIF en moyenne), cette différence de (seulement) 2,5% paraît faible. Cependant, il y a deux problèmes à prendre en compte. *Premièrement*, le pourcentage de pauvres en 2007 parmi les ménages d'origine qui ont engendré des splits diminue déjà de 79,9% à 66%, avant même que l'on prenne en compte le niveau de consommation de leurs splits. Cela signifie que les ménages nouvellement formés ne sont pas les seuls bénéficiaires de la scission, puisqu'il est évident que les ménages dont ils sont originaires en bénéficient également. Ceci est confirmé par la diminution (même si elle est plus faible) de la pauvreté de 72,8% à 69,2% pour les 92 ménages d'origine qui ont engendré au moins un split mais où aucun ménage split-off n'a pu être interviewé. *Deuxièmement*, l'impact du niveau de bien-être du membre split-off sur le niveau de bien-être du ménage reconstitué est limité, car chaque split ne représente qu'un seul membre dans l'équation (1). Plus il y a de membres du ménage qui sont restés dans le ménage d'origine, plus l'impact du split sur le niveau de bien-être du ménage reconstitué est faible.

Cependant, d'après le profil de nos splits interviewés, nous savons que les splits qui vivent ailleurs que dans leur commune d'origine sont en moyenne plus aisés (consommation plus élevée)

que ceux qui sont restés. Nous ne constatons pas une différence de bien-être similaire pour les trois autres variables qui étaient statistiquement significatives dans l'équation de sélection. Ainsi, il est possible que notre calcul de la consommation par équivalent adulte des ménages reconstitués sousestime la consommation des ménages qui ont des splits non-interviewés résidant en dehors de la commune d'origine. Un split sur quatre (25%) résidait ailleurs que dans la commune de résidence du ménage d'origine. Nous avons interviewé 35% d'entre eux, contre 85% des splits qui n'ont pas quitté leur commune d'origine. Cependant, le degré de sous-estimation est limité. Tandis que la consommation moyenne par équivalent adulte des splits ayant migré est de 25.000 BIF, la médiane n'est que de 15.000 BIF, ce qui est inférieur au seuil de pauvreté. Parmi les 66 splits interviewés qui vivent en dehors de leur commune d'origine, 32 (48%) ne sont pas pauvres (dépenses par éq. adulte > 16.570 BIF). Cela signifie qu'environ la moitié des splits ayant migré que nous n'avons pas interviewés ont le potentiel nécessaire pour tirer leur ménage d'origine de la pauvreté. Des 90 ménages d'origine qui ont généré des splits non-interviewés ayant migré, 56 (62%) vivent dans la pauvreté. Inclure la consommation de leurs splits non-interviewés augmenterait potentiellement le bien-être de 48% de ces ménages, c'est-à-dire dans 27 cas. Puisque certains des splits noninterviewés vivent dans la pauvreté, leur inclusion diminuerait le bien-être des ménages reconstitués non pauvres. Le résultat net serait que seule une poignée de ménages, à savoir ceux qui vivent juste en dessous du seuil de pauvreté, seraient tirés de la pauvreté.

Dans le Tableau 12, nous présentons un profil de pauvreté des ménages reconstitués pour 1998 et 2007, en faisant la distinction entre les ménages qui ont généré des splits et ceux qui n'en ont pas généré, et en utilisant les mêmes seuils de pauvreté que dans le Tableau 9. Les deux premières colonnes font apparaître une augmentation de 8 points de pourcentage de la pauvreté pour les ménages qui n'ont pas produit de splits. Les deux dernières colonnes révèlent une diminution de 17 points de pourcentage de la pauvreté pour les ménages qui ont généré des splits. Parmi ceux-ci, les ménages d'origine dont le chef est jeune, féminin, éduqué ou agriculteur, ont davantage augmenté leur bien-être que les autres. Les résultats sont encore plus marqués si nous divisons encore les ménages sans splits en ménages qui ont eu au moins un fils ou une fille adulte (split potentiel) et ceux qui n'en ont pas eu (non repris). Tandis que le taux de pauvreté du premier groupe demeure stable entre 1998 et 2007 (de 69 à 71%), le second groupe s'appauvrit (de 54 à 68%).

Ces conclusions amènent trois observations intermédiaires: (1) Les enquêtes de panel dans les pays en voie de développement qui ne retrouvent pas ou n'interviewent pas les ménages split-off peuvent donner des résultats biaisés. Dans notre enquête, l'impossibilité de prendre en compte le niveau de bien-être de certains splits entraîne une surestimation globale du taux de pauvreté de 2,5%. (2) Ce biais est sans doute limité, car les ménages d'origine peuvent (du moins dans notre

enquête) également bénéficier de la scission. Cet effet peut être perçu même par des enquêtes qui ne recherchent pas les splits. Cependant, l'effet du fait de ne pas parvenir à interviewer des splits ayant migré peut ajouter au biais, car certains d'entre eux peuvent se retrouver dans une situation meilleure que la moyenne des splits. Et (3), on observe d'importants écarts de transition de bienêtre à long terme entre les ménages qui se scindent et ceux qui ne se scindent pas. Cela ouvre une piste de recherche qui a été jusqu'à présent largement négligée dans l'étude de la pauvreté dans les pays en voie de développement.

<u>Tableau 12:</u> Profil de pauvreté des ménages reconstitués (moyenne pondérée des ménages d'origine et de leurs splits), avec comparaison des ménages avec et sans splits (+)

| Caractéristiques du | Taux de pauvreté | | | | | | |
|---------------------|------------------|-------------|-------|------------|--|--|--|
| chef du ménage | Ménages 1 | non scindés | Ménag | es scindés | | | |
| d'origine en | 1998 | 2007 | 1998 | 2007 | | | |
| 1998 | | _ | | | | | |
| Âge | | | | | | | |
| <50 | 61.0 | 69.3 | 84.6 | 62.6 | | | |
| >50 | 55.5 | 61.9 | 75.2 | 59.5 | | | |
| Sexe | | | | | | | |
| Masculin | 60.1 | 71.8 | 76.7 | 62.5 | | | |
| Féminin | 60.6 | 54.2 | 89.7 | 61.5 | | | |
| Éducation | | | | | | | |
| Aucune | 67.8 | 70.7 | 84.1 | 67.2 | | | |
| Au moins de base | 44.8 | 63.0 | 72.3 | 53.6 | | | |
| Profession | | | | | | | |
| Agriculture | 61.2 | 69.2 | 82.7 | 63.9 | | | |
| Autre | 52.7 | 60.0 | 63.8 | 53.2 | | | |
| Têtes de bétail | | | | | | | |
| Aucune | 63.3 | 73.0 | 83.6 | 66.3 | | | |
| Au moins une | 44.0 | 42.7 | 63.8 | 44.8 | | | |
| Moyenne échantillon | 60.2 | 68.2 | 79.9 | 62.3 | | | |
| N | 466 | 466 | 314 | 314 | | | |

⁽⁺⁾ nous avons trouvé 431 ménages d'origine qui avaient produit au moins un ménage split-off. Les splits de 92 de ces 431 n'ont pas pu être interviewés, et dans 25 cas, le ménage d'origine était dissous. Cela signifie que nous avons pu reconstituer 314 ménages et mesurer le bien-être de leurs membres d'origine.

On peut aller encore plus loin en considérant le bien-être et la pauvreté au niveau individuel. Puisque les ménages pauvres ont généralement plus de membres, leurs dépenses de consommation sont plus faibles et l'incidence de la pauvreté est plus forte au niveau individuel qu'au niveau du ménage. Dans notre étude, nous avons 3842 individus avec deux observations sur la consommation. Globalement, les dépenses de consommation moyennes au niveau individuel ont augmenté de 14,7% entre 1998 et 2007. Cette augmentation de la consommation se traduit par une diminution de 4 points de pourcentage de l'incidence de la pauvreté. Alors qu'en 1998, 73% des individus du panel vivaient dans des ménages pauvres, ce chiffre était descendu à 69% en 2007.

4.2.2. Pauvreté, scissions de ménages et lieu de résidence

Pour quitter sa commune, c'est-à-dire pour se marier et s'établir ailleurs, il faut un certain niveau de revenu. Les données le révèlent de façon évidente : lorsqu'un ménage non pauvre se scinde, le split résidera en dehors de la commune des parents dans 41% des cas, alors que ce n'est pas cas que pour

21% des splits de ménages pauvres (voir Figure 9). Cependant, lorsqu'un membre split-off d'un ménage pauvre quitte la commune des parents, ses chances d'échapper à la pauvreté sont plus élevées que celles d'un split qui ne quitte pas la commune des parents (48% contre 34%). On n'observe pas de tendance similaire parmi les ménages non pauvres.

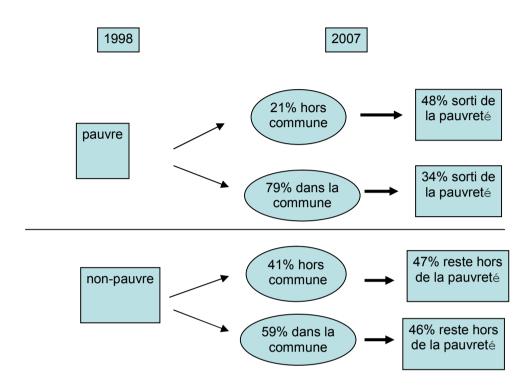
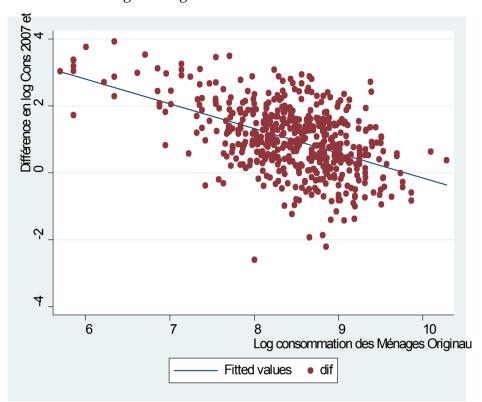


Figure 9 : Commune de résidence des ménages split-off

De même, au niveau de la province, les provinces dont le pourcentage de ménages pauvres était faible en 1998 (comme Bururi et Muramyya) envoient un large pourcentage de leurs splits en dehors de la commune des parents. A l'inverse, les provinces qui étaient pauvres en 1998, comme Gitega et Ruyigi, envoient un faible pourcentage de leurs splits en dehors de la commune des parents. En enfin, la Figure 10 révèle que les splits de ménages pauvres augmentent davantage leur consommation que les splits de ménages riches. La formation de splits semble intéressante d'un point de vue économique, en particulier pour les jeunes adultes issus de ménages pauvres.

<u>Figure 10:</u> Croissance de la consommation des splits comparée à celle de leurs ménages d'origine



5 Les chocs violents et l'évolution du bien-être au Burundi

5.1. Les modèles économétriques

Dans cette section, nous examinons l'impact de la violence liée à la guerre sur l'évolution des niveaux de bien-être des ménages. Les ménages du panel ont été confrontés à divers types de chocs entre les deux vagues de l'étude. Afin d'examiner si et dans quelle mesure ces chocs ont affecté la croissance de la consommation, nous supputons des modèles standard de croissance à microniveau augmentés en fonction de la présence de chocs spécifiques induits par la violence au cours de la période 1998-2007. La variable dépendante dans cette analyse est l'évolution des dépenses réelles de consommation par équivalent adulte (exprimées en BIF 1998) entre 1998 et 2007. Le premier modèle explique la croissance de la consommation entre 1998 et 2007 sur base des caractéristiques initiales du ménage et du village, et sur base des chocs qui ont eu lieu entre 1998 et 2007. Ce modèle peut être exprimé comme suit :

$$\ln(\exp\underline{a}d)_{ij,2007} - \ln(\exp\underline{a}d)_{ij,1998} = \ln(\exp\underline{a}d)_{ij,1998} + \alpha H_{ij,1998} + \beta S_{ij,98-07} + \eta + \varepsilon_{ij,2007}$$
(2)

où $\ln(\exp_a d)_{ij,1998}$ représente le logarithme naturel des dépenses par équivalent adulte pour le ménage i au village j en 1998, $H_{ij,1998}$ les caractéristiques initiales du ménage i au village j, $S_{ij,98-07}$ les chocs violents qu'a subis le ménage i au village j entre 1998 et 2007, η les effets fixes liés à la province, et $\varepsilon_{ii,2007}$ est le terme d'erreur¹⁶.

Les caractéristiques initiales du ménage ou variables de contrôle au niveau du ménage $(H_{ij,1998})$ sont la taille du ménage, et l'âge et le sexe du chef de ménage. On compte parmi les chocs $(S_{ij,98-07})$ le nombre de morts et de blessés à l'échelle du village entre 1998 et 2007 résultant des confrontations de la guerre civile entre l'armée et l'une des factions rebelles. On inclut également une seconde variable liée à la guerre, à savoir si oui ou non au moins un des membres du ménage a rejoint la rébellion entre 1998 et 2007. Malgré que nous nous attendions à ce que le nombre de

l'échelle de la colline (Moulton, 1986 ; Bertrand, Duflo et Mullainathan, 2004).

La corrélation entre les termes d'erreur des ménages d'une même colline qui ont vécu les mêmes chocs peut biaiser à la baisse les erreurs standard OLS. Pour cette raison, les erreurs standard sont agrégées à

Nous avons également effectué des régressions incluant un grand nombre d'autres chocs et de variables de contrôle aux niveaux individuel, du ménage et du village, comme la maladie, le décès d'un membre, la composition du ménage, la migration d'un membre, les mauvaises récoltes, les maladies des cultures, la présence d'une route et d'un dispensaire, etc. Nous ne rapportons pas ces résultats afin de ne pas détourner l'attention de notre sujet central, à savoir l'effet de la guerre civile sur la consommation. L'inclusion de ces autres chocs n'altère en rien nos résultats pour les variables de la guerre civile (nombre de morts et de

morts et de blessés ait eu un impact négatif sur la croissance de la consommation, cela n'est pas nécessairement le cas pour les membres d'une faction rebelle. En effet, l'intégration au gouvernement de l'ancien rebelle Pierre Nkurunziza en 2003 et celle de ses troupes aux forces de police et de l'armée (ainsi que dans de prospères sociétés de sécurité privées) a entraîné l'accession de la plupart des combattants rebelles à un emploi stable et relativement bien payé. Les autres combattants démobilisés se sont vu attribuer des primes de réinsertion considérables dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP)¹⁸. Ces emplois et versements peuvent avoir un effet positif sur la croissance de la consommation du ménage du rebelle.

Les résultats produits par le modèle économétrique (2) peuvent être suspects s'il y a des facteurs non-observables qui influencent simultanément la variable dépendante et les variables de droite. Dans ce cas, la relation entre les variables de droite et la croissance de la consommation est fausse. Les données de panel offrent un puissant outil pour annuler ce biais de variable omise. Il est connu sous le nom de régression à effets fixes (ou estimateur 'within' ou à effets fixes) et exploite uniquement la variation dans le temps au sein des ménages (la variation entre ménages n'est pas utilisée pour estimer les coefficients de régression). Si l'on met les variables en première différence, on élimine tous les effets invariants, tant observables que non-observables :

$$\ln(\exp_{ij,2007} - \ln(\exp_{ij,1998} = \alpha (H_{ij,2007} - H_{ij,199}) + \beta (S_{ij,98-07}) + (\varepsilon_{ij,2007} - \varepsilon_{ij,199})$$
(3)

 H_{ij} est un vecteur des ménages contrôles utilisés dans l'équation (2), et qui peuvent évoluer avec le temps. $S_{ij,98-07}$ est le vecteurs des chocs survenus entre 1999 et 2007, et contient les variables utilisées dans les analyses précédentes. L'Equation (3) résoudre certain sources d'endogenéité comme comme l'aptitude ou l'aversion des risques, mais il ne traite pas les considérations sur l'hétérogèneté au niveau des ménages qui affecte la croissance de la consommation et les choix pendant la guerre civile, comme l'adhésion à un mouvement de rebel.

A coté de la différence de première ordre, nous utilisons trois autres manières pour traiter le problème d'endogeneité (i) nous incluons des variables de control au niveau de ménage qui peuvent influencer la consommation ainsi que l'adhésion à un mouvement rebel, (ii) nous testons

blessés; membres de factions rebelles). Un nombre élevé de variables explicatives dans l'analyse peut entraîner une multicollinéarité dans les données. La collinéarité ne biaise pas les estimations, mais elle amplifie les erreurs standard, ce qui donne des statistiques t moins élevées et donc une probabilité plus forte d'accepter l'hypothèse nulle.

Cette prime de réinsertion s'élevait au moins à 556.000 BIF, et augmentait selon le grade. Toute personne au-dessus du grade de caporal a touché au minimum 600.000 BIF (Uvin, 2007).

avec un model Probit si oui ou non la consommation, l'intensité de la guerre au niveau du village ainsi que les variables de contrôle au niveau ménage prévoient l'adhésion d'un groupe rebel et (iii), nous utilisons un spécification d'effet fixe de ménage *initial*. Les points (i) et (ii) seront discuté en bas dans la section (5.2).

Nous appliquons point (iii) dans l'équation 4 en ajoutant un effet fixe de ménage *initial* à la spécification. La différance entre un effet fixe de (vieux et nouveau) ménage et un effet fixe de ménage *initiale* est que le dernier contrôle pour le fait que les ménages split-offs sont de même origine que les ménages vieux. Avec des données de multiple ménages du même ménage d'origine, nous pouvons controler pour l'hétérogénité du ménage initial. θ_{ij} qui peut affecter la croissance de la consommation. En conséquence, l'effet de la guerre civile est identifié à l'aide de la variation *au sein* des ménages initiaux.

$$\ln(\exp(\frac{\alpha d}{2})_{i,2007} - \ln(\exp(\frac{\alpha d}{2})_{i,1998}) = \alpha(H_{i,2007} - H_{i,1998}) + \beta(S_{i,98-07}) + \theta_{ij} + (\varepsilon_{i,2007} - \varepsilon_{i,1998})$$
(4)

L'estimation de l'équation (4) ne fait du sense dans le cas ou les ménages split-off et les ménages originaux ne mettent pas leurs ressources ensemble. S'il font cela, il reste en effet seulement un ménage et on ne peut pas utiliser les données de multiple ménages pour identifier la variation *au sein* d'un ménage. Par conséquence, nous devons vérifier si oui ou non les split-ofs et les ménages originaux partagent leurs ressources. Nous testons cette hypothèse à l'aide des méthodes dévéloppé par Altonji (1992) et Witoelar (2005). Ces auteurs utilisent le modèle suivant pour les données longitudinal

$$\ln(\exp_{\underline{a}}d)_{u,2007} - \ln(\exp_{\underline{a}}d)_{u,1998} = \alpha \cdot (H_{u,2007} - H_{u,1998}) + \beta \cdot (Y_{u,2007} - Y_{u,1998}) + \theta_u + (u_{u,2007} - u_{u,1998})$$
 (5)

Où Y_{ij} le revenu propre d'un ménage i dans village j. Le raisonnement derriere le model est le suivant¹⁹: dans le cas où le ménage parental et le ménage split-off partagent leurs ressources, ont peut considérer les décisions prises comme les décisions d'un agent unique (représentant le ménage étendu) contraint par l'ensemble des ressources. Alors, l'utilité marginal est le même pour tout les members du ménage étendu. Cette utilité marginal peut être interpreté comme l'effet fixe du ménage initial θ_{ij} . Controllant pour cet effet fixe , le revenu proper du ménage parental et du ménage split-off (Y_{ij}) ne devait pas affecter leur consommation. Sous l'hypothèse de la partage des resources (appellé altruisme du ménage étendu dans la litérature), le coefficient de Y_{ij} devait être

¹⁹ Pour une exposition formelle nous referons à Altonij et al (1992) et Witoelar (2005)

zero. Ou, dans la version dynamique du modèle, des changements du revenu *propre* ne devaient pas affecter des changement dans la consommation.

Il peut y avoir des variables qui manquent dans l'équation (5) et qui sont liés avec le revenu. Une manière de traiter cette corrélation est l'usage d'un variable instrumental. Ceci offre en même temps une méthode pour contrecarrer les erreurs potentielles dans l'enregistrement du revenu. Dans une économie agraire comme le Burundi, le stock de capital qui permit le ménage cultivateur de produire un revenu nous semblent un instrument adéquat pour le revenu. En effet, comme nous n'avons pas enquêté des ménages dans les centres urbaines (nous avons seulement re-interviewé les ménages ruraux de l'enquête 1998), le stock de capital agricole nous semble un bon candidat à servir comme instrument. Nous avons deux variables dans notre base de données qui font parti du capital agricole, c'est la surface de la ferme et le nombre du bétail. La terre est un input indispensable pour la cultivation et le bétail offre de la fertilisation et de la traction. Les deux influencent le volume de la production et celui là constitue la parti la plus importante de revenu de ménage. Il est probable que la surface cultivé ainsi que le bétail influencent la consommation uniquement à travers le revenu. En contraste avec les les produits du bétail comme le lait ou – très rare – la viande (responsable pour une petite parti du revenu d'un ménage agricole au Burundi), le bétail elle-même n'est pas considéré parti du revenu. C'est une forme de capital. Nous n'incluons pas de petits animaux comme les porcs et les chèvres dans notre instrument. Il est probable qu'ils ont un effet direct sur la consommation.

5.2 Résultats empiriques

Nous manions trois définitions différentes du ménage en tant qu'unité de notre analyse, qui saisissent des formes de relation différentes entre les ménages d'origine et les ménages split-off Nous commençons par prendre les ménages reconstitués comme unité d'analyse, supposant que les ménages partagent leur resources. En suite nous testons cette supposition. Après, nous regardons les ménages split-off et orginaux comme ménages autonomes, indépendantes et font notre analyse avec et sans le charactéristique des multiples ménages originaire du même ménage initial.

Dans la colonne 1 du Tableau 13, nous estimons l'équation (2), en présentant une spécification qui inclut le niveau de consommation de 1998, une série de variables de contrôle au niveau de ménages, le nombre de splits d'un ménage initial, et le nombre de décès et de blessés à l'échelle du village. Ce dernier chiffre est notre mesure de l'intensité de la violence à l'échelle du village. Nous contrôlons également pour tous les effets qui sont fixes à l'échelle de la province. Tout comme la littérature récente en matière de croissance, nous constatons une forte convergence conditionnelle: les ménages pauvres croissent plus vite. Nous constatons que l'exposition à la

violence diminue de façon significative la croissance de la consommation des ménages. Le nombre de morts et de blessés a un puissant impact négatif sur la croissance de la consommation: 25 décès ou blessés liés à la guerre dans un village entre 1998 et 2007 ont fait diminuer la croissance de la consommation de 7.5%. Les ménages avec plus de splits voient leur consommation s'accroître plus vite.

La spécification 2 dans la colonne 2 ajoute l'appartenance à une faction rebelle en tant que régresseur. Lorsqu'un membre d'un ménage a rejoint la rébellion entre 1999 et 2007, la croissance de la consommation du ménage est augmentée de 34%, et l'effet de la variable décès et blessés n'est pas modifié. Ce résultat n'a rien de surprenant : une autre recherche sur les anciens combattants au Burundi (Uvin, 2007, p. 13) a démontré que nombre d'entre eux appartiennent aujourd'hui à la catégorie économique la plus élevée au Burundi, et qu'il n'y a « pas de raison de supposer qu'il s'agit là d'un résultat de leurs meilleures conditions initiales »²⁰.Utiliser la méthode de sélection d'échantillon en deux étapes de Heckman (1979) ne change ni le magnitude ni le niveau de signifiance statistique de notre variable clé (résultants ne sont pas présentés).

Dans la troisième colonne du Tableau 13, nous utilisons une spécification des effets fixes des ménages (éliminant ainsi tous les effets invariants dans le temps des ménages reconstitués). Nous constatons que la valeur des deux variables qui nous intéressent (l'intensité de la violence et l'appartenance aux groupes rebelles) ne change pas. Par contre, le niveau de signifiance statistique est tombé à 15%.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les résultats du Tableau 13 sont critiquables, car ils utilisent le ménage reconstitué en tant qu'unité d'analyse. Si cette unité est utile pour observer l'évolution de la pauvreté du point de vue du ménage initial, elle présente un défaut majeur: cette approche postule que le ménage split-off et le ménage d'origine mettent leurs ressources en commun (voir équation (1)). Si cela est le cas oui ou non reste une question empirique. Verwimp et Bundervoet (2009) montrent que les split-ofs et les originaux ne partagent pas leurs ressources.

Il semble pourtant qu'il existe une différence entre les démobilisés du nord et du sud du pays. Dans le sud, où de nombreuses habitations ont été détruites pendant la guerre, les soldats démobilisés ont dû utiliser leur prime de réinsertion pour reconstruire leur maison. Ils n'ont donc pas pu utiliser cet argent pour des investissements plus profitables (Uvin, 2007).

<u>Tableau 13:</u> Déterminants de la croissance de la consommation (1999-2007), régressions à effets fixes de province et de ménages, *ménages reconstitués*

| Manial 1 4 / 4 | /1) | (2) | (2) |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| Variable dépendante : Croissance de la | (1) Effets fixes | (2) Effets fixes | (3) Effets fixes |
| | | | |
| consommation | province | province | ménages |
| Componentian 1000 | 0.70*** | 0.70*** | 0.01* |
| Consommation 1998 | -0,70*** | -0,70*** | -0,01* |
| | (0,054) | (0.054) | (0,007) |
| Morts et blessés au | -0,004** | -0,004*** | -0,005+ |
| village (99-07) | (0,001) | (0,001) | (0,003) |
| Village (99-07) | (0,001) | (0,001) | (0,003) |
| Un membre a rejoint | | 0,34** | 0,38+ |
| la rébellion (1 si oui) | | (0,17) | (0,25) |
| ia repellion (1 31 oai) | | (0,17) | (0,23) |
| Nombre de ménages | 0,20*** | 0,19*** | 0,11** |
| split-off | (0,036) | (0,036) | (0,04) |
| of my on | (0,000) | (0,000) | (0,01) |
| Ménage est un split | | | |
| (1 si oui) | | | |
| () | | | |
| Variables de contrôle | Oui | Oui | |
| ménages | | | |
| O | | | |
| Changements des | | | |
| variables de contrôle | | | Oui |
| ménages | | | |
| | | | |
| Effets fixes province | Oui | Oui | Non |
| | | | |
| Effets fixes ménages | Non | Non | Oui |
| | | | |
| constante | 6,46*** | 6,47*** | 8,93*** |
| | (0,56) | (0,56) | (0,18) |
| | | | |
| \mathbb{R}^2 | 0,34 | 0,34 | 0,04 |
| Statistique F | 34,20*** | 32,76*** | 15,98*** |
| Statistique Chi2 | | | |
| | | | |
| N des observations | 866 | 866 | 1728 |
| N des groupes | | | 866 |

Remarques: Les deux premières régressions utilisent les effets fixes de la province. La dernière régression inclut un effet fixe des ménages. Les erreurs standard sont robustes et agrégées à l'échelle de la colline. ***: significatif au niveau 1%; **: significatif au niveau 5%; *: significatif au niveau 10%. Source des données: ISTEEBU (2007), République du Burundi et Banque Mondiale (1998).

Par conséquent, le tableau 14 considère les ménages split-off comme des ménages indépendants qui ne mettent pas en commun leurs ressources avec leurs ménages d'origine.

La colonne 1 du Tableau 14 est une spécification des effets fixes ménage. Elle considère les ménages initiaux et split-off comme des ménages indépendants et contrôle pour tout les effets invariants dans le temps qui sont spécifique pour chaque ménage. Ce n'est pas une spécification des effets fixes ménage initial, elle ne considère pas que les ménages split-off et parental sont originaire du même ménage initial. Par conséquence, cette spécification n'utilise pas l'aspect de multiple ménage de nos données. Néanmoins, il est instructrice de montrer les résultats de cette spécification dans le mesure de les comparer avec celles d'effet fixe au niveau du ménage initial. Celui-là ne fait qu'effacer des variables (observés où pas) que le split et le ménage parental ont en commun, en gardent les variables qui sont spécifiques pour chaque ménage. En comparant les résultats pour les spécifications et les définitions du ménage différentes, chacun avec ces mérites et défauts, nous voulons montrer que nos résultats pour l'effet des variables de la guerre civile sont robustes. Pour la spécification dans la colonne 1 du Tableau 14, la magnitude des coefficients des variables clés (intensité de la guerre et adhérence au mouvement rebelle) est égale à celui des spécifications antérieurs de la Tableau 13. Nous incluons un variable binaire pour les nouveaux ménages (splitoff) d'où le coefficient est large et statistiquement significative au niveau de 1%, montrant que le bien-être des splits est mieux que celui des ménages parentals.

La colonne 2 du tableau 14 est une régression à effets fixes de ménage *initial*. Elle considère le fait que le ménage split-off était une fois membre du ménage initial et applique un effet fixe de ménage initial au ménage parental comme au ménage split-off. Le magnitude des variables clés est similaire à celui des spécifications antérieurs : 0.0036 pour l'intensité de la violence et 0.41 pour l'adhérence au mouvement rebel. Le niveau de signifiance statistique et 98% et 96% respectivement, ce qui est plus élevé que les autres spécifications. Cela veut dire que 25 morts et blessé au niveau de sous-colline diminuent la croissance de la consommation avec 9% et l'adhérence d'un groupe rebelle l'augmente avec 41%. La colonne 2 du Tableau 14 est notre spécification de préférence, elle contrôle pour tous les effets invariants dans le temps des ménages initaux, en tenir compte avec le fait que le split-off est un membre ancien du ménage parental.

La colonne 3 du Tableau 14 présente une spécification fixe de ménage initial similaire mais avec des variables alternatives de mesure d'intensité de la guerre civile. Dans l'enquête,

<u>Tableau 14:</u> Déterminants de la croissance de la consommation (1999-2007), régressions à effets fixes de ménage, *ménages initiaux et split-off*

| Variable dépendante : | (1) | (2) | (3) |
|------------------------------|---------------|----------------|----------------|
| Croissance de la | (vieux et | effet fixe de | effet fixe de |
| consommation | nouveau) | ménage initial | ménage initial |
| | effet fixe de | <u> </u> | (robustness) |
| | ménage | | |
| | HHFE | IHHFE | IHHFE |
| /1 \ \ (* | 0.01.4*** | 0.011*** | 0.01544 |
| (log) consommation | -0.014*** | -0.011*** | -0.017*** |
| 1998 | (0.005) | (0.004) | (0.005) |
| Morts et blessés au | -0.004* | -0.004** | |
| village (99-07) | (0.002) | (0.002) | |
| Un mombro a rejaint la | 0.48** | 0.41** | 0.39** |
| Un membre a rejoint la | | | |
| rébellion (1 si oui) | (0.24) | (0.19) | (0.19) |
| Securité au niveau du | | | -0.03 |
| village a amélioré <u>un</u> | | | (0.06) |
| <u>peu (</u> 99-07) | | | , |
| Securité au niveau du | | | 0.20*** |
| village a amélioré | | | (0.064) |
| beaucoup(99-07) | | | (0.001) |
| <u></u> (** ***) | | | |
| Ménage est un split | 0.86*** | 0.78*** | 0.77*** |
| (1 si oui) | (0.09) | (0.07) | (0.07) |
| | | | |
| Changements des | | | |
| variables de contrôle | Yes | Yes | Yes |
| ménages | | | |
| constante | 8.9*** | 9.03*** | 9.05*** |
| | (0.13) | (0.11) | (0.11) |
| | | | |
| \mathbb{R}^2 | 0.16 | 0.17 | 0.15 |
| Statistique F | 72.11*** | 102.0*** | 91.86*** |
| N des observations | 2795 | 2795 | 2795 |
| N des groupes | 1400 | 896 | 896 |

Notes: Suivant Angrist and Pischke (2009), comme un nombre de split-ofs a migré hors de la colline, nous n'agrégeons pas les erreurs standard à l'échelle de la colline ***: significant at 1% level; **: significant at 5% level; *: significant at 10% level. Data source: ISTEEBU (2007) and Republic of Burundi and World Bank (1998).

nous avons demandé nos interviewés d'évaluer le niveau de violence et sécurité dans le souscolline en 1998 et 2007. Nous avons utilisé une échelle de 1 à 4, avec 1 signifiant très paisible et 4
'très violente'. Les variables dans la spécification représentent des changements dans cette
évaluation subjective de la sécurité. Un degré plus haut en 2007 q'en 1998 est considéré comme une
légère amélioration tandis que deux où trois degrés plus hauts sont considérés comme des grandes
améliorations. Pas de changement est notre comparaison de base.²¹ Les résultats pour l'adhérence à
un mouvement rebelle sont confirmés et les résultats pour les mesures de sécurités subjectives
confirment les résultats antérieurs. Une grande amélioration du niveau de sécurité augmente la
croissance de la consommation avec 20%.

6 Conclusions

Dans ce rapport, nous examinons l'évolution du bien-être d'un panel de plus de 1400 ménages burundais entre 1999 et 2007. Parmi ces ménages, 872 sont des ménages initiaux, et 534 sont des ménages split-off. Nous constatons que les niveaux de consommation moyens des ménages du panel ont considérablement augmenté, et que les niveaux de consommation médians ont considérablement baissé, ce qui indique une augmentation de l'inégalité dans la distribution de la consommation. Nos données de panel diffèrent de celles d'autres panels de pays en voie de développement par le fait que nous avons également interviewé des personnes qui ont quitté leur ménage d'origine de 1998 pour fonder leurs propres ménages. Nous soutenons que pour étudier l'évolution du bien-être des ménages au fil du temps d'une façon méthodologiquement saine, il convient de prendre en compte les niveaux de bien-être des ménages nouvellement formés ou split-off. Nous constatons que le fait de prendre en compte les niveaux de bien-être des ménages reconstitués en 2007 : le fait de ne pas prendre en compte les résultats des ménages split-off entraîne une sous-estimation du bien-être des ménages du panel de 2007, en particulier lorsqu'un grand nombre de splits a migré pour quitter la commune de résidence initiale.

Ce rapport s'intéresse essentiellement à l'impact de la violence liée à la guerre sur la croissance de la consommation des ménages. Cette relation est trop peu étudiée, et lorsqu'elle l'est, les indicateurs de guerre utilisés sont au mieux des variables fictives qui expriment si un ménage a été affecté par la guerre ou non. En utilisant le nombre de décès et de blessés liés à la guerre au village entre 1999 et 2007 en tant qu'indicateur de l'intensité de la guerre civile à l'échelle du

Il y avait seulement 1 village ou le niveau de sécurité a détérioré (d'un degré). On l'a inclus dans le groupe sans changements.

village, nous observons un effet négatif considérable et statistiquement significatif sur la croissance de la consommation des ménages. Dans notre spécification préférée des effets fixes de ménage initial, nous constatons que 25 décès ou blessés liés à la guerre faisaient chuter la croissance de la consommation des ménages de 9%. La croissance de la consommation d'un ménage vivant dans le village le plus violent a été réduite de plus de 50%. Il y a également certaines personnes qui tirent bénéfice de la guerre civile, du moins en termes économiques : les ménages dont au moins un membre fait partie d'une faction rebelle ont vu leur consommation augmenter de 41% dans notre régression préférée. Il est plus que probable que cet état de fait résulte des emplois bien payés qu'occupent actuellement les anciens rebelles, ainsi que des primes de réinsertion qu'ils ont perçues.

La pauvreté est également déterminée par la province de résidence du ménage d'origine, par le nombre de splits et par le lieu de résidence du split lui-même. En particulier les jeunes adultes issus de ménages pauvres qui fondent leur propre ménage et qui parviennent à quitter la commune de résidence de leurs parents ont une chance réelle de sortir de la pauvreté.

ANNEXE : Une analyse de l'attrition de l'échantillon

Nous sommes parvenus à retrouver et à réinterviewer 87,4% des ménages initiaux, et 82% de tous les individus interviewés en 1998. Ce sont des chiffres convenables après une période de 9 ans entre les deux vagues d'enquête, une période caractérisée par la guerre civile. Des panels célèbres dans des pays en voie de développement comme le Kenya Life Panel Survey 1998-2003/2005 (84%), l'Indonesian Family Life Survey 1993, 1998, 2000 (88%), et le KwaZulu-Natal Income Dynamics Study 1993-1998 (84%) ont des taux d'attrition du même ordre. Baird, Hamory et Miguel (2008) signalent des taux de reprise de contact plus faibles pour les panels qui ne recherchent pas les membres individuels qui ont déménagé entre les vagues d'enquête.

Il est important de déterminer si les ménages non retrouvés sont différents ou non des ménages retrouvés, ce qui biaiserait les résultats des estimations ultérieures. Dans les tableaux A1 et A2, nous examinons un biais de sélection potentiel de deux façons. Premièrement, nous examinons les différences moyennes sur des variables observables entre les ménages retrouvés et non retrouvés, et deuxièmement, nous effectuons une analyse probit de l'attrition similaire à celle de Fitzgerald, Gottschalk et Moffit (FGM, 1998). Nous constatons que les ménages non retrouvés étaient en moyenne plus petits, étaient plus susceptibles d'avoir un chef de ménage plus âgé, féminin ou moins éduqué, et qu'ils avaient un revenu global inférieur et moins de têtes de bétail. En termes de pauvreté, mesurée d'après la consommation par équivalent adulte, les ménages non retrouvés ne diffèrent pas des ménages retrouvés. Nous n'observons pas de différence dans l'intensité de la violence, mesurée d'après le nombre de décès et de blessés à l'échelle du village. Les ménages non retrouvés avaient cependant un accès aux marchés légèrement inférieur en 1998.

Le fait que la violence de la guerre civile n'ait pas influencé, ou pire, mis en danger, notre recherche des ménages initiaux est en soi un constat important. Cela signifie que les études de panel peuvent être menées en toute sécurité et avec des taux de perte faibles dans un pays touché par la guerre, avec des effets de sélection qui ne sont pas différents de ceux d'autres études de panel, et sans sélection – du moins dans notre échantillon au Burundi – d'après la violence de la guerre civile. Les résultats de la méthode FGM font en sorte que nous utiliserons la méthode de Heckman pour corriger la sélectivité d'échantillon dans les analyses ultérieures lorsque nous travaillerons avec les variables qui sont statistiquement significatives pour expliquer l'attrition.

Tableau A1: Test d'attrition sélective parmi les ménages initiaux (+)

| Caractéristiques du ménage lors de la première vague | Échantill on deux vagues | Échantillo n première | Différence de moyennes | Interviewés lors des 2 vagues | Non retrouvés à la 2 ^e | Différence de moyennes |
|--|--------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-------------------------------------|---|------------------------------|
| | | vague seulement | avec test t | | vague | avec test t |
| Taille du ménage | 4,90 | 4,94 | 0,039 | 5,09 | 3,57 | -1,52*** |
| Équivalents adultes | 3,88 | 3,89 | 0,19 | 4,03 | 2,85 | -1,18*** |
| Âge du chef | 44,09 | 43,18 | -0,9* | 43,05 | 51,12 | 8,06*** |
| % chefs éduqués | 0,32 | 0,31 | -0,0 | 0,34 | 0,19 | -0,15*** |
| % femmes chefs | 0,25 | 0,25 | 0,0 | 0,22 | 0,44 | 0,22*** |
| Revenu total | 42673 | 40012 | -2260 | 44248 | 31941 | -12307** |
| Consomm. par éq.ad. | 7115 | 6689 | -425** | 7089 | 7295 | 206 |
| Têtes de bétail | 0,46 | 0,38 | -0,08* | 0,5 | 0,19 | -0,3** |
| % pauvres | 0,69 | 0,71 | 0,03* | 0,69 | 0,70 | 0,02 |
| échelle du village | 0.45 | 2 (0 | 0.02 | 2.65 | 2.0 | 0.174 |
| distance du marché | 2,67 | 2,69 | 0,02 | 2,65 | 2,8 | 0,16* |
| Intensité de la violence | | | | 4,07 | 3,62 | -0,45 |
| N | 1000 | 2908 | | 872 | 128 | |

Tableau A2: Modèles probit qui testent l'attrition sélective à l'aide de la méthode FGM (+)

| Caractéristiques du | Échantillon | Échantillon | Interviewés | Interviewés |
|---|-------------|-------------|-----------------|------------------|
| ménage lors de la | deux vagues | deux vagues | deux vagues | deux vagues |
| première vague | (1) | (2) | (3) | (4) |
| Taille du ménage | -0,01 | -0,013 | 0,129*** | 0,126*** |
| Âge du chef | 0,002 | 0,002* | -0,01*** | -0,01*** |
| chefs éduqués | 0,016 | 0,007 | 0,167 | 0,177 |
| femmes chefs | -0,001 | -0,008 | -0,287** | -0,346** |
| Log revenu total | 0,036 | 0,054* | 0,036 | 0,069 |
| Têtes de bétail | 0,018 | 0,025 | 0,09 | 0,08* |
| échelle du village distance du marché Intensité de la violence | -0,012 | -0,011 | -0,054 0,001 | -0,054 -0,001 |
| constante | -1,05*** | -6,59 | 0,56 | 0,68 |
| EF province | Non | Oui | Non | Oui |
| N | 3908 | 3908 | 1000 | 1000 |

⁽⁺⁾ Source: Burundi Priority Household Survey 1998 et 2007. Les données de consommation de deux ménages retrouvés se sont avérées inutilisables. Spécifications probit où la variable de sélection est de 1 pour la sélection dans l'échantillon ou pour l'interview, et de 0 dans les autres cas. Tous les modèles sont agrégés autour des sites d'enquête afin d'obtenir des erreurs standard robustes; Fitzgerald, Gottschalk et Moffitt (1998).

PERSONNEL DE L'ENQUETE PRIORITAIRE - PANEL 2007.

Directeur National

BUZINGO Déogratias, Directeur National de la Statistique

Directeur Technique

BUTOYI Joseph, Chef de Service Traitement Statistique

Coordinateurs

BUZINGO Déogratias Philip Verwimp NDABAHAGAMYE Emile

BUTOYI Joseph Tom Bundervoët Eleonora Nillesen Maarten Voors

Personnel de terrain

Contrôleurs

BADOYI Eliane

BANYUZURIYEKO Jeanne

BIRATASE Salvator

MBONIMPA Etienne

NDIKUMANA Janvier

NDUWAYO Elihud

NSENGIYUMVA Martin

NSENGIYUMVA Rémy

NTISINZIRA Joachim

SINDAYIKENGERA Sylvère

Enquêteurs

BUCUMI Egide NIYONDAVYI Marianne MAKARAKIZA Serges NIBARUTA Jean Bosco NGENDAKUMANA Rémy SEBAHIZI Olivier NIBIGIRA Fidélité **BIZIMANA Ernest NKESHIMANA** Gilberte NSANZURWIMO Gertrude NTAKUWUNDI Salvator BUJEJE Théophile **NAHIMANA Charles BIZINDAVYI Jean Bosco** HAKIZIMANA Eric NIYIMBONA Gérard NKEZABAHIZI Léonidas MASABO Jean Berchmas **BARUTWANAYO** Pontien **NSHIMIRIMANA** Willy David **BATUNGWANAYO** Parfait **KANYANGE Gaston GASHARI** Gervais **NSHIMIRIMANA Gloriose** NDUWUMUREMYI Clotilde NITEREKA Dominique **DODIKO Prosper BIGIRIMANA Aline** KWIZERA Violette **BIZINDAVYI Bernard** NIYONSABA Thadée NIRAGIRA Blaise NYABENDA Ferdinand NAHAYO Sarah MUKESHIMANA Espérance NIBOGORA Anésie **HAVYARIMANA** Donatien MANIRAMBONA Alexis **NDUWIMANA Pierre** BIZIMANA Raphaël INASHAZA Jocelyne **IRAMBONA Claver MATEMERE** Nicelate NIYONZIMA Evariste NZISABIRA Franck NKURUNZIZA Balthazar SABUSHIMIKE Golgon MUKESHIMANA Jeanne NINDORERA Carine NIZIGAMA Céline

Chauffeurs

BAGONA Déo NDIKUMANA Ismaïli HAVYARIMANA Désiré
NDIMURUKUNDO Asmani BIZIMANA Elie NTWARI Jadere
NDIZEYE Hamadi NGOMBWA Hassan NSABIMANA Merchiad
NKURUNZIZA Godefroid NDAYISENGA Fabrice KAFURERA Patric

Secrétariat et comptabilité

NIZIGAMA Grégonie NTIRAMPEBA Béatrice NZEYIMANA Stéphanie NGENDAHAYO Rufine NDAYAHOZE Triphine

Traitement des données

NDUWABIKE Noé BUZINGO Déogratias BUTOYI Joseph

Contrôleurs de la saisie des données

GIRUKWISHAKA Fidélité HABONIMANA Grégonie

Saisie des données

KAMIKAZI Jacqueline

KARORERO Issac

KAMARIZA Chantal

MUNYANEZA Christine

HAKIZIMANA Henri

MUSABWASONI Francine

NIYONZIMA Etienne

NIYUBAHWE Bénitha

RUGERO Roland Levis

HATUNGIMANA Christine

NIYUHIRE Josiane

Analyse des données

BUZINGO Déogratias Philip Verwimp NDABAHAGAMYE Emile

BUTOYI Joseph Tom Bundervoët Eleonora Nillesen Maarten Voors

Réception et archivage des questionnaires

NDAYISHIMIYE Marie Louise SIBONIYO Angélique

Reprographie

NAYUBURUNDI Michel

Plantons

MBESHERUBUSA Gaspard TUYAGANDABAZI Donelce HARERIMANA Eric

SINIJAJAYE Adrien

QUESTIONNAIRE MENAGE

| STRATE : | CODE : L |
|--|--|
| PROVINCE : | CODE : L |
| COMMUNE : | CODE : L |
| COLLINE : | CODE : L |
| SOUS COLLINES : | CODE : L |
| | NUMERO DU MENAGE : |
| | En cas de Split-of: NUMERO DU SPLIT-OF |
| | RECODIFICATION SC : |
| A. Collecte des données Enquêteur Contrôleur | Date de collecte Date de contrôle : Lange de la contrôle : |
| B. Saisie de données | |
| Opérateur de saisie: Contrôleur Contrôleur Contrôleur | Date de saisie Poste de saisie N° L N° N° |
| Apurement des fichiers | |
| • Agent : | • Date de correction des listings : Land Land Land |
| • Contrôleur : | • Date d'apurement des fichiers : L L L |

| SECTION 0. RENSEIGNEMENTS DE CONTROLE : SITUATION DU MENAGE | |
|--|---|
| 1. Strate : 2. Province 3. Commune 4. Colline 5. Sous Colline 5. | ☐ 6. N° du ménage ☐ ☐ ☐ |
| S'il s'agit d'un ménage split-of, continuez avec question 10. Sinon, continuez avec question 7!! | |
| 7. Nom et Prénom du Chef de Ménage de 1998 à écrire : | |
| 8.a Est-ce que au moins un membre du ménage qui a été enquêté en 1998 a été retrouvé sur la sous colline ? ☐ 1. Oui 2.No 8.b Est-ce que le Chef de Ménage est le/la même personne que celui en 1998 ? ☐ 1. Oui ⇒ 13 (Remarque : si le chef est absent, cela ne veut pas dire qu'il n'est plus le chef) ☐ 2. Non | on si non, écrit la raison et le lieu de résidence actuel dans le cadre |
| 9. Quelle est la raison pour que le chef de ménage n'est plus le/la même personne que en 1998? (Voir codes 9 en bas du page) | |
| 10. a) Nom & Prénom Chef de Ménage en 2007 : | |
| b) Age du chef de ménage : Land 1. Masculin 2. Fer | minin |
| 11. Il s'agit de quel type de ménage en 2007 ? (Voir codes 11 en bas du page) | |
| 12.1 En cas de ménage split-of, quand est-ce que vous avez quitté le ménage où vous habitiez en 1998 ? | |
| 12.2 En cas de ménage split-of, donnez le lieu du ménage ancien (province, commune, colline, sous colline) | |
| 13. En quelle année est-ce que le ménage a été constitué ? | |
| 14. Nombre de membres du ménage en 2007 | |
| 15. Est-ce que le chef et les membres du ménage sont informés sur l'objectif de cette enquête ? | |
| 16. Est-ce que le chef et les membres du ménage sont informes sur le secret statistique et l'anonimité de l'interview ? | 1. Oui 2. Non |
| 17. Est-ce que le chef et les membres du ménage se sont déclarés d'être d'accord à la participation à l'enquête ? | 1. Oui 2. Non |
| 2. Plaines 2. Parti permanent sans divorcer 3. Montagnes et transition 4. Plateaux occidentaux 5. Plateaux orientaux 4. Autre 2. Parti permanent sans divorcer (séparé) 2. Femme est a. Divorcé 4. Autre 2. Parti permanent sans divorcer 4. Autre 2. Femme est aun no | 007 est la femme du C.M. en la même que celle en 1998, ouveau C.M. d'un ménage 'split-of' |

SECTION 1. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES

1.1. DEMOGRAPHIE

1.1.1 COMPOSITION DU MENAGE EN 2007

Tous les membres actuels du ménage, inclus les membres qui sont absents temporairement, commence avec chef, premier conjoint, fîls/fîlle le plus âgé

| 1. Nom et Prénom | 2. Sexe | 3. Date de naissance | 4. Age | 5. Lien avec le C.M. | 6. Statut de résidence | 7. Situation matrimoniale | 8. Est-ce que cette personne était déjà membre du ménage en 1998 ? | 9. Ecrit ici le code du membre dans L'enquête de 1998 | 10. Pourquoi est-ce que cette personne n'était pas membre du ménage en 1998 ? |
|------------------|----------------------|--|----------|--|--|--|---|--|--|
| | Masculin Féminin | Jour : mois : année Si date connue ⇒ 5 | En année | 1. C.M. 2. Conjoint 3. Fils/Fille 4. Père/Mère 5. Autre parent 6. Domestique 7. Dispersé de moins de 6 mois 8. Dispersé de plus de 6 mois 9. Autre sans lien | 1. Présent 2. Absent 3. Visiteur | 1. Célibataire 2. Marié 3. Divorcé 4. Séparé 5. Veuf | 1. Oui ⇒ personne suivante 2. Non ⇒ 10 9. Non Applicable (ménage split-of) | (le contrôleur fait cela le soir après l' interview) | 1. Ménage n'était pas encore constitué en 1998 2. Il/elle est trop jeune/n'était pas né 3. Mari/femme du fille/fils qui n'a pas encore constitué son/sa propre ménage 4. Fille/fils qui est retourné au ménage après divorce, mort ou séparation du mari/de la femme 5. Enfant adopté 6. Enfant résident dans le ménage pour raisons éducatives ou sociales 7. Autre 9. Non applicable (split-of!) |
| 1. | | | | | | | LJ | | |
| 2. | | | | LJ | | | | | <u></u> |
| 3. | | | | <u></u> | L | | | | |
| 4. | | | | | | | | | |
| 5. | LJ | | | LJ | | | | | |
| 6. | | | | L | | | | | |
| 7. | LJ | | | LJ | | | | | |
| 8. | LJ | | | LJ | | | | L | |
| 9. | LJ | | | LJ | | | | L | |
| 10. | LJ | | | LJ | | | | L | |
| 11. | | | | LJ | | | L | | |
| 12. | | | | LJ | | | | L | Ш |
| 13. | | | | LJ | | | L | L | Ш |
| 14. | | | | LJ | | | L | L | |
| 15. | | | | LJ | | | | | |

1.1.2 CHANGEMENTS DU MENAGE DEPUIS 1998 (morts, départs définitives (pas temporaire)). Seulement pour les ménages qui étaient déjà formées 1998)

Fais ici une liste de toutes les personnes qui étaient membre du ménage en 1998, mais qui ne sont plus en 2007) PAS POUR LES SPLIT-OF!! Mettre dans les cases l'effectif total:

| 1. Nom et Prénom | 2. Sexe 1. Masculin 2. Féminin | 3. Date de naissance Jour : mois : année Si date connue ⇒ 5 | 4. Raison pour laquelle la personne a quitté le ménage 1. Mort 2. Divorce ou séparation permanente 3. Mariage 4. Il/elle s'est réfugié (départ à cause la guerre/conflit) 5. Il/elle a rejoint un mouvement armé 6. Il/elle est en prison | 5. Date du départ/ date de la mort/date de mariage/ date de divorce mois et année | 6. Age à l'époque du départ/ mort ? En année | 7. En cas de mort, quelle est la raison? 1. Mort à cause de la malaria 2. Mort à cause du SIDA 3. Mort à cause d'une autre maladie 4. Mort à cause de la malnutrition 5. Mort d'un accident 6. Mort violent (meurtre, | 8. En cas de mort, place de la mort 1. Sur la colline de résidence 2. Dans la commune de résidence mais pas sur la colline 3. Dans la province mais pas dans la commune 4. Dans une autre province 5. En Tanzanie 6. Au Congo | 9. Ecrit ici le code du membre dans l' enquête de 1998 (on fait cela le soir après l' interview) | 10. Si personne est encore en vie, place de résidence actuelle ? Ecrire en pleine colline, commune province, pays |
|------------------|---------------------------------|---|--|--|---|--|--|---|--|
| | | | 7. pour le travail 8. Autres | | | mort dans la guerre) 7 Mort naturelle | 7. Au Rwanda 8. Autres | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | L | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | L | | |
| | | | | | | LJ | Ll | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | L | | |
| | | | | | | | L | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | LJ | L | | |
| | | | | | | LJ | L | | |
| | | | ш | | | | | | |

1.2. <u>EDUCATION</u>.(Toutes les personnes âgées de 5 ans et plus, membres de ménages en 2007)

| | 1. (Nom) a-t-il (elle) été à l'école ? 1. Oui 2. Non ⇒ 5 | 2. (Nom) a-t-il (elle) à été à l'école pendant l'année scolaire 2006- 2007 ? 1. Oui 2. Non ⇒ 4 | 3. Quelle est la classe fréquentée pendant l'année scolaire 2006-2007? Voir codes des classes | a-t-il (elle) quitté pour de bon ? 1. Oui cette année | 5. Entre 5-19 ans. Pourquoi ne va-t-il pas à l'école maintenant? 1. Trop jeune => pers. suiv. 2. Trop âgé | 6. Quelle est la dernière classe achevée avec succès ? Voir codes des classes | 7. (Nom) a fréquenté un centre d'alphabétisation 1. Oui 2. Non | lire et écrire. 1. Oui 2. Non ⇒ Pers. | 9. Dans quelle principale langue ? 1. Kirundi 2. Français | 10. Le nombre d'années que la personne a suivi l'école |
|-----|--|---|--|--|---|---|---|---|--|---|
| N° | | | ⇒ pers.suiv. | 2. Oui auparavant 3. Non Si oui ⇒ 6 | 3. Pas de place 4. Raisons financières 5. Exclusion 6. Doit travailler 7. Maladie 8. A cause de la crise 9. A cause des dégâts liés au climat 10. Autres | Si la personne n'a jamais été à l'école, marquez 99 « NON APPLICABLE » | | Suiv. | 3. Swahili 4. Autres | |
| 1. | ш | | | ш | | LL_J | L_J | | | |
| 2. | Ш | L | | | | | ш | LJ | LI | L |
| 3. | ш | | | | | L | | | LJ | |
| 4. | ш | | | | | | | | LJ | |
| 5. | ш | L | | | | LI | | | | |
| 6. | <u></u> | L | | | | LJ | | LJ | LJ | |
| 7. | Ш | | | | | لـــــــا | | LJ | LJ | |
| 8. | <u></u> | L | | L | | | | LJ | LJ | |
| 9. | | | | | | | | LJ | LJ | |
| 10. | Ш | L | | | | | | LJ | LJ | |
| 11. | Ш | | | | | | | LJ | LJ | |
| 12. | Ш | L | | L | | LJ | | LJ | LJ | |
| 13. | Ш | L | | L | | LJ | | LJ | LJ | |
| 14. | Ш | L | | | | | | LJ | LJ | |
| 15. | Ш | L | | L | | LJ | | LJ | LJ | |

| | | CODES DES CLASSES | |
|-------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| 00. Maternelle | 04. 4 ^{ème} EP | 08. 8 ^{ème} Sec | 12. 12 ^{ème} Sec |
| 01. 1ère Ecole Primaire | 05. 5 ^{ème} EP | 09. 9 ^{ème} Sec | 13. 13 ^{ème} Sec |
| 02. 2 ^{ème} EP | 06. 6 ^{ème} EP | 10. 10 ^{ème} Sec | 14. 14 ^{ème} Sec |
| 03. 3 ^{ème} EP | 07. 7 ^{ème} Sec | 11. 11 ^{ème} Sec | 15. Superieure ou Universitaire |
| | | | |

1.3. SANTE

| | (Nom) est-il (elle) tombé(e) malade au cours de ces 15 derniers jours | 2. A-t-il (elle) reçu(e) une consultation médicale ? | | 4. Pourquoi ? | 5. Combien d'heurs et de minutes faut-il marcher pour arriver au lieu de la consultation ? | A combien s'élève les frais de santé occasionnés par cette consultation | 7. (Nom) bénéficie-t-il (elle) des services liés à la possession de la carte d'assurance maladie ou de la mutuelle de la fonction publique |
|-----|---|---|--|--|--|---|--|
| N° | 1. Oui 2. Non ⇒ 7 | 1. Oui 2. Non ⇒ 4 | 1. Guérisseur trad. 2. Tradipraticien 3. Matrone 4. Un infirmier 5. Un médecin 6. Pharmacien 7. Autre ⇒ 5 | Eloigné Pas d'infrastructures. Pas d'argent Trop cher Manque de moyens de transport Autre | Heures Minutes | (le montant) en FBU. | 1. Oui 2. Non |
| 1. | L | L | | | | | L_J |
| 2. | | L | | | | | |
| 3. | | L | | | | | |
| 4. | ш | | Ш | ш | | | |
| 5. | | | Ш | | | | L_J |
| 6. | | | Ш | | | | L_J |
| 7. | | | | | | | |
| 8. | | | | | | | |
| 9. | | لــا | | | | | |
| 10. | | | | <u></u> | | | |
| 11. | | | | | | | L |
| 12. | | | | | | | |
| 13. | | | | <u></u> | | | |
| 14. | | | | <u></u> | | | |
| 15. | | | | <u></u> | | | L |

SECTION 2.1 EMPLOI DES MEMBRES DU MENAGE (Occupation principal des personnes âgées de 7ans et plus exercé en 2007)

| | Quel est le statut d'occupation actuel de la personne ? | 2. Quel est l'occupation principal actuel de la personne? | 3. Quelle sorte de travail fait-il/elle spécifiquement ? | 4. Depuis quand exerce-t- il /elle cet emploi principal actuel | 5. Combien de jours par mois exerce-t- il/elle ce travail ? | 6. Quel est le revenu tiré de ce travail ? (à remplir seulement pour les codes occupation 4-12 !!) 6a. 6b. | | 7. Unité de temps utilisée (à remplir seulement pour les codes occupation 4-12 !!) |
|--|--|---|--|--|---|---|---|--|
| ID du M E M B R E | Occupé ⇒ 2 Inoccupé ayant déjà travaillé Inoccupé n'ayant jamais travaillé Elève/Etudiant Femme au foyer Retraité/Rentier Militaire / PSP Autres inactifs Si 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 ⇒ Pers. Suiv. | (Voir codes d'occupation) Si code 01, 02 ou 03, => 4 | (Voir codes des activités non agricoles) | Mois et Année | Nombre de jours | 6a. Payé en nature ? 1. Oui 2. Non | 6b. Montant par unité de temps Si payé en nature, convertissez en FBU | 1. Jour 2. Semaine 3. Mois |
| 1. | | | | | | ш | | |
| 2. | | | | | | ш | | |
| 3. | | | | | | ш | | |
| 4. | | | | | | ш | | |
| 5. | | | | | | ш | | |
| 6. | | لــــــــا | | | | Ш | | |
| 7. | | | | | | ш | | |
| 8. | | لــــــــا | | | | Ш | | |
| 9. | | | | | | ш | | |
| 10. | | | | | | ш | | |
| 11. | | | | | | ш | | |
| 12. | | | | | | ш | | |
| 13. | | | | | | ш | | |
| 14. | | | | | | ш | | |
| 15. | | | | | L | | | |

CODES D'OCCUPATIONS

- 01. Agriculteur avec au moins une culture d'exportation (café, thé, coton)
- 02. Agriculteur sans culture d'exportation
- 03. Elevage
- 04. Employé du secteur public
- 05. Employé du secteur parapublic
- 06. Employé du secteur privé agricole
- 07. Employé du secteur privé non-agricole
- 08. Artisanat
- 09. Commerçant ou vendeur
- 10. Aide familial
- 11. Apprenti
- 12. Autre (à préciser)

CODES TRAVAUX NON AGRICOLE

- 01 Menuiserie
- 02 Vannerie
- 03 Atelier de couture
- 04 Salon de coiffure
- 05 Atelier de réparation des postesradio et de téléviseurs
- 06 Garage pour réparation des véhicules
- 07 Broderie
- 08 Tannerie
- 09 Atelier de réparation des chaussures
- 10 Forge
- 11 Poterie
- 12 Briqueterie /Tuilerie
- 13 Boulangerie artisanale
- 14 Atelier de soudure
- 15 Photographie
- 16 Lavanderie / Blanchisserie
- 17 Meunier
- 18 Atelier de réparation des vélos
- 19 Menuiserie métallique
- 20 Commerce
- 21 Transport bus/taxi
- 22 Restauration
- 23 Boucherie
- 24 Fonctionnaire
- 25 Enseignant
- 26 Autres (à spécifier :

SECTION 2.2 EMPLOI DES MEMBRES DU MENAGE (Occupation secondaire)

| ID du | 1. Est-ce que la personne a un travail secondaire ? | 2. Pourquoi n'a-t-il/elle pas un travail secondaire ? | 3. Quel est son travail secondaire? | 4. Quelle sorte de travail est-ce qu'il/elle fait spécifiquement ? | 5. Depuis quand est-ce que la personne exerce son emploi secondaire ? | 6. Combien de jours par mois est-ce qu'il/elle exerce ce travail ? | travail ? (à remplir | e revenu tiré de ce seulement pour les pation 4-12 !!) | 8. Unité de temps utilisée (à remplir seulement pour les codes occupation 4-12 !!) |
|-----------------------|--|--|--|--|--|--|------------------------------------|---|--|
| M E M B R | 1. Oui =>3 2. Non | pas de travail disponible pas besoin de travail secondaire pas les qualifications necessaires pas de temps autres > Personne Suivante | (Voir codes d'occupation) Si codes 01, 02 ou 03 => 5 | (Voir codes des travaux non agricoles) | Mois et Année | Nombre de jours | 7a. Payé en nature ? 1. Oui 2. Non | 7b. Montant par unité de temps Si payé en nature, convertissez en FBU | 1. Jour 2. Semaine 3. Mois |
| 1. | | | | | | | | | |
| 2. | | | | | | L | | | |
| 3. | | | | | | L | | | |
| 4. | | | | | | L | | | |
| 5. | | | | LLJ | | | | | |
| 6. | | | | LLJ | | | | | |
| 7. | | | | | | | | | |
| 8. | | | | | | | | | |
| 9. | | | | | | | | | |
| 10. | | | | | | | | | |
| 11. | | | | LLJ | | | | | |
| 12. | | | | LLJ | | | | | |
| 13. | | | | | | L | | | |
| 14. | | | | | | L | | | |
| 15. | | | | | | | <u></u> | | |

| | ES TRAVAUX |
|----------|--|
| NON | AGRICOLES |
| 01 | Menuiserie |
| 02 | Vannerie |
| 03 | Atelier de couture |
| 04 | Salon de coiffure |
| 05 | Atelier de réparation des |
| | postes-radio et de |
| | téléviseurs |
| 06 | Garage pour réparation des |
| | véhicules |
| 07 | Broderie |
| 80 | Tannerie |
| 09 | Atelier de réparation des |
| | chaussures |
| 10 | Forge |
| 11 | Poterie |
| 12 | Briqueterie /Tuilerie |
| 13 14 | Boulangerie artisanale Atelier de soudure |
| 15 | |
| 16 | Photographie Lavanderie / Blanchisserie |
| 17 | Meunier |
| 18 | Atelier de réparation des |
| 10 | vélos |
| 19 | Menuiserie métallique |
| 20 | Commerce |
| 21 | Transport bus/taxi |
| 22 | Restauration |
| 23 | Boucherie |
| 24 | Fonctionnaire |
| 25 | Enseignant |
| 26 | Autres (à spécifier : |
|) | |
| | |

2.3. SPECIFICITES sur l' EMPLOI NON AGRICOLE (uniquement pour les personnes qui ont exercé un travail non agricole dans la période 1998-2007

1. Dans la période 1998-2007, est-ce que au moins un(e) personne du ménage a exercé un travail non agricole payé (exclus les travaux accidentels)? — 1. Oui 2.Non \Rightarrow section 3

| 2. | 3. Nombre de | 4. Quel travail | 5. Pendant | 6. Comment a-t-il/elle | 7. Est-ce que | 8. Qui a mis fin à | 8. Pourquoi l'emploi a | 9. Est-ce | 10. Est-ce qu'il/elle | 11. | |
|----------------------------|--|---|--|--|--|--|---|---|--|---|--|
| ID du | travaux non agricoles différents exercé par cette personne entre 1998 et 2007 | était le plus important en terme monétaire ? | combien de temps a-t- il/elle exercé ce travail (le plus important) ? | appris à faire ce travail ? | ce travail a déjà été mis en fin ? | cet emploi ? | été terminé ? | qu'il/elle pense que l'employeur le/la respectait/re specte ? | pense que l'employeur faisait/fait confiance à lui? | Est-ce qu'il/elle faisait/fait confiance à l'employeur? | CODES TRAVAUX NON AGRICOLE 01 Menuiserie 02 Vannerie 03 Atelier de couture 04 Salon de coiffure 05 Atelier de réparation des postes- |
| M E M B R E | Nombre | (Voir codes des travaux non agricole) | Nombre de mois | Travailler avec parents /autres membres de famille Travailler avec autres qui ont plus d'expérience Ecole (éducation) Education hors l'école auto-didact Autre (spécifier) | 1. Oui 2. Non => 9 | lui-même/ elle- même L'employeur stous les deux durée de l'emploi était pré déterminé | 1. Il n'a y plus de travail a faire 2. A cause de la crise 3. L'employé(e) n'était plus/pas content(e) 4. L'employeur n'était plus/pas content 5. Autres (à spécifier : | 1. Oui 2. Non 9. Non applicable (si la personne lui-même est l'employeur) | 1. Oui 2. Non 9. Non applicable (si la personne lui- même est 1'employeur) | 1. Oui 2. Non 9. Non applicable (si la personne lui-même est l'employeur) | radio et de téléviseurs 06 Garage pour réparation des véhicules 07 Broderie 08 Tannerie 09 Atelier de réparation des chaussures 10 Forge 11 Poterie 12 Briqueterie /Tuilerie |
| 1. | LJ | | | ш | | | | LJ | <u></u> | | 13 Boulangerie artisanale 14 Atelier de soudure |
| 2. | LJ | | | ш | | | | LJ | L | | 15 Photographie 16 Lavagerie / |
| 3. | | | | ш | | | | LJ | | | Blanchisserie 17 Meunier |
| 4. | | | | Ш | | | L | <u></u> | | | 18 Atelier de réparation des vélos |
| 5, | | | | Ш | | | L | LJ | | | 19 Menuiserie métallique 20 Commerce |
| 6. | | | | Ш | | | L | LJ | | | 21 Transport bus/taxi 22 Restauration |
| 7. | | | | ш | | LJ | L | LJ | | | 23 Boucherie 24 Fonctionnaire |
| 8. | | | | Ш | | | L | LJ | | | 25 Enseignant 26 Autres (à préciser : |
| 9. | | | | Ш | | | L | LJ | | |) |
| 10. | | | | | | | L | | | | |
| 11, | | | | | | | L | | | | |
| 12. | L | | | | | LJ | L | LJ | | | |
| 13. | LJ | | | Ш | | LJ | L | LJ | <u></u> | L | |
| 14. | LJ | | | Ш | | LJ | L | LJ | <u></u> | L | |
| 15. | | | | | | LJ | L | LJ | | | |

| | COD | ES TRAVAUX AGRICOLE |
|----|----------|-----------------------------------|
| | NON | AGRICOLE |
| | 01 | Menuiserie |
| ? | 02 | Vannerie |
| | 03 | Atelier de couture |
| | 04 | Salon de coiffure |
| | 05 | Atelier de réparation |
| | | des postes- |
| | | radio et de téléviseurs |
| | 06 | Garage pour réparation |
| si | | des véhicules |
| | 07 08 | Broderie |
| t | 08 | Tannerie Atelier de réparation |
|) | 09 | des chaussures |
| | 10 | Forge |
| | 11 | Poterie |
| | 12 | Brigueterie /Tuilerie |
| | 13 | Boulangerie artisanale |
| | 14 | Atelier de soudure |
| | 15 | Photographie |
| | 16 | Lavagerie / |
| | | Blanchisserie |
| | 17 | Meunier |
| | 18 | Atelier de réparation |
| | | des vélos |
| | 19 | Menuiserie métallique |
| | 20 | Commerce |
| | 21 | Transport bus/taxi |
| | 22 | Restauration |
| | 23 | Boucherie |
| | 24 25 | Fonctionnaire |
| | 25 | Enseignant |

Section 3 : FECONDITE et ANTHROPOMETRIE (<u>Fécondité</u> : Femmes-mères entre 15 et 49 ans, tous les enfants que la femme a mis au monde dans sa vie, inclus les enfants qui sont décédés).

| Code de la femme, voir section 1de ce questionnaire | 2. code de l'enfant même que section 1 (si mort, donnez code 90, 91, 92,; si enfant se ne trouve plus dans cette ménage donnez code 80, 81) | 3. sexe de l'enfant | 4. date de naissance | 5 . enfant encore en vie ? | 6 . date de décès | 7. poids en kg de la femme (mis * si la femme est actuellement enceinte) | 8. Taille en cm de la femme | 9. Enfant entre 6 et 59 mois : poids en kg | 10. Enfant entre 6 et 59 mois : taille en cm |
|--|---|----------------------|----------------------|----------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|---|---|
| | | Masculin Féminin | Mois : Année | 1. Oui ⇒ 7 2. Non | Mois et Année | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | LL | |
| | | | | L | | | | | |
| | | | | L | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | ш | | | | | |
| | | Ш | | ш | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | L | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | L | | | | | | | |
| | | L | | L | | | | | |
| | | L | | L | | | | | |
| | | L | | L | | | | | |
| | | L | | L_J | | | | | |
| | | L | | L | | | | | |
| | | | | | | | | | |

SECTION 4. MIGRATIONS TEMPORAIRES

Absence du rugo pour raisons d'insécurité, de travail, de famine ou autre AU MOINS TROIS MOIS (cette section concerne seulement les membres ACTUELS du ménage!!)

1. Est-ce qu'entre 1998 et 2007, un ou plusieurs membres du ménage ont migré temporairement (pour plus de 3 mois)? — 1 Oui 2 Non si non => section 5

| 2, | 3. Date de départ (début de l'absence) ? | 4. Date de retour au lieu de résidence habituel (fin de l'absence) ? | 5. Durée d'absence? | 6. Raison d'absence | 7. Où habitent-ils pendant cette absence ? |
|---|--|---|---------------------|--|---|
| Code d'identificatio n du membre du ménage | Mois et Année | Mois et Année | Nombre de mois | 1. Chercher du travail 2. Déménagement à un camp de déplacement 3. Transféré dans un camp de regroupement 4. Insécurité liée à la crise autre que camps de déplacé ou camps de regroupement 5. famine 6. Autres (à préciser :) | 1. même colline 2. même commune, autre colline 3. même province, autre commune 4. autre province 5. à Bujumbura ville 6. autre pays |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | Ш | ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | ш | ш |
| | | | | Ш | ш |
| | | | | Ш | Ш |
| | | | | Ш | ш |
| | | | | | |

SECTION 5.1 CHOCS INDIVIDUELS (Tous les membres du ménage en 2007, occurrence des chocs entre 1998 et 2007)

| | 1. Nombre de fois entre 1998 et maintenant, qu'il/elle a été très malade pendent au moins 1 mois ? | 2. Nombre total de mois qu'il/elle n'a pas exercé votre activité principale (école, travaille,) à cause de cette maladie ? | 3. Entre 1998 et maintenant, avez-vous été en prison ? | 4a. Date d'entrée en prison | 4b. Date de sorti de la prison | 5. Depuis 1998, a-t-il/elle perdu l'usage d'un ou plusieurs bras / pieds / jambes / mains / yeux ? | 6. Quelle est la raison ? | 7. Entre 1998 et maintenant, avez-vous volontairement rejoint un mouvement armé ? | 7a Date d'entrée dans le mouvement armé | 7b Durée de l'appartenance à ce mouvement | 7c. Statut de première occupation après la sorti du mouvement armé. |
|--------------------------------------|---|--|---|-----------------------------|-----------------------------------|--|---|---|---|---|---|
| Code du membre du ménage | Ecrit 0 (zéro) si jamais très malade Si 0 \Rightarrow 3 | Nombre de mois | 1. Oui 2. Non ⇒ 5 | Mois : Année | Mois : Année | 1. Oui 2. Non ⇒ 7 | Maladie Accident Violence liée à la crise Autres (à préciser) | 1. Oui 2. Non ⇒ pers. Suiv. | Mois : Année | Années : Mois | Militaire ou policier Occupé hors militaire (tous sorte de travaux) Inoccupé Elève/Etudiant Femme au foyer Retraite/Rentier Autre |
| 1. | L | | L | | | L | LJ | | | | |
| 2. | | | | | | ш | Ш | | | | |
| 3. | | | | | لـــا لــــا | ш | Ш | لـــا | | | |
| 4. | | | | | | ш | Ш | | | | |
| 5. | | | | | | ш | Ш | | | | |
| 6. | | | | | لـــا لــــا | ш | Ш | | | لبا لبا | |
| 7. | | | | | | ш | Ш | | | | |
| 8. | | | | | لـــا لــــا | ш | Ш | | | لبا لبا | |
| 9. | | | | | للاللا | | <u></u> | | | | |
| 10. | | | | | لـــا لــــا | ш | Ш | | | لبا لبا | |
| 11. | | | | | | ш | Ш | Ш | | | |
| 12. | | | | | | | | | | | |
| 13. | | | | | | | LI | | | | |
| 14. | | | | | | <u></u> | LI | | | | |
| 15. | | | | | | | | | | | |

SECTION 5.2 CHOCS INDIVIDUELS Suite (Tous les membres du ménage en 2007, occurrence des chocs entre 1998 et 2007)

| | 8a. Est-ce q'il/elle a été victime d'une embuscade sur la route ? | 8b. Si oui, donnez le mois et l'année de l' embuscade (si plusieurs, le plus grave) | 9a. Est-ce qu'il/elle a été capturé ou kidnappé? | 9b. Si oui, donnez le mois et l'année de cette kidnapping ou enlèvement | 9c. Durée de ce kidnapping ou enlèvement | Est-ce qu'il/elle a été oblige de travailler sans rémunération | 10b Combien de fois cela s'est passé | 11a. Est-ce qu'il/elle a été frappé, torturé ou menacé? | 11b. Combien de fois cela s'est passe | 12a. Est-ce qu'il/elle a dû payer des cotisations? | 12b. Si oui, donnez le montant total de ces cotisations (entre 1998 et 2007) |
|--------------------------------------|---|--|---|--|--|--|--|---|---|---|--|
| Code de membre de ménage | 1. Oui 2. Non Non ⇒ 9a | Mois : Année | 1. Oui 2. Non Non ⇒ 10a | Mois Année | Donnez le nombre de mois que la personne a été capture ou enlevé | 1. Oui 2. Non Non ⇒ 11a | Nombre de fois | 1. Oui 2. Non Non ⇒ 12a | Nombre de fois | 1. oui 2Non Non ⇒ Pers Suiv | Montant en FBU (estimation) Si cotisations payées en nature, convertissez en FBU |
| 1. | | | L | | | LJ | السلسا | | | <u></u> | |
| 2. | | | | للا للا | | L1 | لـــــــا | ш | | ш | |
| 3. | | | | | | | | | | <u></u> | |
| 4. | | | | | | | | | | <u></u> | |
| 5. | | | | | | | | | | <u></u> | |
| 6. | | | | لبا لبا | | لـــا | | | | ш | |
| 7. | | | | | | | | | | <u></u> | |
| 8. | | | | | | | | | | <u></u> | |
| 9. | | لبالب | | لــالــا | | | | | | | |
| 10. | | | | | | | | | | <u></u> | |
| 11. | | | | | | | | | | <u></u> | |
| 12. | | | | | | LJ | | | | | |
| 13. | | | | | | | | | | | |
| 14. | | | | | | LJ | | | | | |
| 15. | | | | | | <u></u> | | | | | |

SECTION 5.3 : CHOCS AU NIVEAU DU MENAGE (Pouvez-vous me dire au cours de quelles années, dans la période 1998-2007, si votre ménage a vécu les évènements suivants. Veuillez remplir pour chaque année : codes 1 (=oui), si on a vécu l'événement ; 2 (=non) si on n'a pas vécu l'événement ; marquez le code 9 « NON APPLICABLE » si le ménage n'était pas encore constitué dans une certaine année (les ménages split of))

| 1. Chocs liées au climat | Donnez au | Donnez au maximum les 3 années durant lesquelles ces évènements étaient les plus importants | | | | | | | | |
|--|-----------|---|------|------|------|------|------|------|------|--|
| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | |
| 1 Trop de pluie | | | | | | | | | | |
| 2 Manque de pluie/sécheresse | | | | | | | | | | |
| 3 Maladie touchant un ou plusieurs produits agricoles | | | | | | | | | | |
| 4 Très mauvaises récoltes | | | | | | | | | | |
| 5 Très bonnes récoltes | | | | | | | | | | |
| 6 Destruction (partielle) de la maison à cause de la pluie | | | | | | | | | | |
| 7 Glissement(s) de terre(s) / érosion de terre très sévère | | | | | | | | | | |
| 2. Chocs liées à la crise | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | |
| 1 Vol d'argent à la maison | | | | | | | | | | |
| 2 Vol des produits agricoles | | | | | | | | | | |
| 3 Vol ou destruction des biens du ménage (sauf maison) | | | | | | | | | | |
| 4 Destruction de la maison à cause de la violence | | | | | | | | | | |
| 5 Perte d'une partie des terres cultivées | | | | | | | | | | |
| 3. Chocs économiques | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | |
| 1 Pas d'accès aux intrants agricoles (engrais chimiques, semences) | | | | | | | | | | |
| 2 Hausse des prix des intrants agricoles | | | | | | | | | | |
| 3 Manque de marché pour les produits agricoles | | | | | | | | | | |
| 4 Baisse des prix des produits agricoles (output) | | | | | | | | | | |
| 5 Recourir à la vente des champs ou des terres ? | | | | | | | | | | |
| 6 Recourir à la vente de tôles de votre maison ? | | | | | | | | | | |
| 7 Réception de l'aide humanitaire | | | | | | | | | | |

SECTION 6. <u>LOGEMENT ET SERVICES COMMUNAUTAIRES</u> 6.1. STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ENERGIE

| 0.1. STATUT D OCCUPATION DU LOGENIENT ET SOURCES D'AFFROVISIONNEMENT | EN EAU EI | ENERGIE |
|--|-----------|---------|
| 1. Le ménage existait-il dans le même logement il y a 12 mois? | 1. Oui | 2. Non |

| | 2. Quel est le statut d'occupation du logement? | 3. Quelle est la principale source d'approvisionnement en eau? | 4.Quelle est la principale source d'éclairage dans le ménage? | 5. Quelle est la principale source d'énergie pour la cuisine? |
|----------------|--|--|---|--|
| | Propriétaire Locataire Location vente Logé gratuitement Non applicable | Rivière, lac, ruisseau Puits Fontaine public Robinet privé Source aménagée (Rusengo) Eau acheté Non applicable | 01. Lampe tempête à pétrole 02. Electricité (compteur individuel) 03. Electricité (compteur collectif) 04. Energie solaire 05. Gaz 06. Biogaz 07. Bobèche (ikoroboyi) 08. Bougies 09. Piles 10. Groupe électrogène 11. Bois de chauffage 99. Non applicable | 01. Bois ramassé 02. Bois acheté 03. Charbon de bois 04. Gaz 05. Tourbe (Ibizuku) 06. Electricité 07. Pétrole 08. Biogaz 09. Déchets végétaux 10. Déchets animaux 99. Non applicable |
| Maintenant | | | | |
| Il y a 12 mois | Ш | | | |

6.2. ACCES AUX SERVICES COMMUNAUTAIRES

| 0.2. ACCES AUX SERVICES | | 2 3/ - / 11 - 1 - 1 - / - | 12 D 1 1 1 1 | 1 4 D : 0 |
|-----------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------------------|------------------------|
| | 1. Combien de temps faut-il pour se rendre à pied | 2. Y a-t-il des membres du ménage | 3. Pour s'y rendre quel est le moyen | 4. Pourquoi ? |
| | (nom du service) le plus proche? | qui utilisent ce service? | le plus utilisé? | |
| Services communautaires | 1. Moins de 15 min. | 1. Oui | 1. A pied | 1. Trop cher |
| | 2. De 15 à 30 min. | 2. Non => 4 | 2. A bicyclette | 2. Trop loin |
| | 3. De 30 min. à une heure | | 3. A moto | 3. Mauvaise qualité du |
| | 4. De une heure à deux heures | | 4. Avec automobile | service |
| | 5. De 2 heures à un demi-journée | | | 4. Autre |
| | 6. Une demi-journée et plus | | => Service suiv. | |
| | 9. Non applicable ⇒ Service suiv. | | | |
| 1. Marché | | | | |
| | | | | LI |
| 2. Boutique | | | | |
| | | | | |
| 3. Point d'eau potable | | | | |
| | | | | |
| 4. COOPEC | | | | |
| | | | | L |
| 5. Coopérative | | | | |
| | | | | |
| 6. Ecole Primaire | | | | |
| | | | | |
| 7. Dispensaire ou centre de | | | | |
| santé | | | | |
| 8. Arrêt bus / taxi | | | | |
| | | | | |

SECTION 7. : AGRICULTURE ET ELEVAGE. **7.1.** Agriculture.

1. Est-ce que des membres de votre ménage exploitent des champs ?

1. Oui 2 Non → 7.4

| | 1 | | | | $2. \text{ Non} \Rightarrow 7.$ | | | | | 1 | |
|--------------------|--|--------------------|---|---------|---|---|--|------------|---|---|--|
| 1. Cultures | 2. Quelle était la produ pendant la saison IM | iction IPESHI ? | 3. Quantité vendue | | 4. Principaux lieux de vente | 5. Quel montant de revenu le ménage a-t-il reçu au cours de la saison IMPESHI ? | 6.1 Avez-vo d'engrais j dernière s | pendant la | 7.1 Pourquoi ? (Engrais chimique) | 7.2 pourquoi ? (Engrais organique) | |
| | (Unités locales/kg/ Litre) Si le ménage ne cultive pas la culture, marquez 999999 dans la case et continuez avec la culture suivante. | | (Unités locales/kg/ Litre) Si quantité vendue est zéro (0), continuez avec question 6.1 | | Bord de la route Marché Négociant / commerçant Coopérative Usine Bord du champ Autre à préciser | | 1 Oui 2. Non | | Non disponible Trop cher Ne sait pas utiliser Pas nécessaire Autre raison | Non disponible Trop cher Ne sait pas utiliser Pas nécessaire Autre raison | |
| | Quantité | Unité | Quantité | Unité | | | 1. Oui 2 No | n | | 1 | |
| 1. Haricot | | ш | | Ш | ш | | Ш | | LJ | <u></u> | |
| 2. Petits pois | | لللا | | ш | | | ш | | LJ | LJ | |
| 3. Soja | | ш | | لللا | | | ш | L | LJ | LJ | |
| 4. Riz paddy | | ш | | لــلــا | | | Ш | L | | LJ | |
| 5. Blé | | | | Ш | | | | | J | | |
| 6. Sorgho | | ш | | LLL | | | Ш | | | <u></u> | |
| 7. Maïs | | ш | | لـلــا | | | Ш | L | | LJ | |
| 8. Banane légume | | | | للا | | | ш | | | LJ | |
| 9. Banane à bière | | لللا | | ш | | | ш | | LJ | LJ | |
| 10. Pomme de terre | | | | لللا | | | | | LJ | LJ | |
| 11. Patate douce | | | | لللا | | | | | LJ | LJ | |
| 12. Manioc | | لــــــا | | للا | | | ш | | LJ | LJ | |
| 13. Colocase | | للنا | | | | | Ш | | | | |
| 14. Choux | | | | للا | | | ш | | | LJ | |
| 15. Carottes | | | | ш | | | Ш | | | LJ | |
| 16. Oignons | | ш | | لـــــا | | | Ш | L | L | LJ | |
| 17. Poireaux | | ш | | لـــــا | | | Ш | L | | | |
| 18. Tomate | | ш | | لـلــا | Ш | | Ш | | | LJ | |
| 19. Noix de palme | | ш | | لــلــا | | | Ш | L | | | |
| 20. Café | | ш | | لـلــا | | | | | | | |

| 21. Thé | ш | | Ш | | | |
|-----------|---|--|---|---|--|--|
| 22. Coton | ш | | | Ш | | |
| 23. Tabac | ш | | | Ш | | |

7.2 Culture de café

Si non, pourquoi? (Voir codes 7.2) 1. Est-ce que le ménage a des plantations du café actuellement ? (1. Oui, 2. Non)

- 2. Deuxième ligne : pendant l'année X aviez-vous des plantations du café (1. Oui ; 2. Non)
- 3. Troisième ligne : le nombre de caféiers en possession pour chaque année
- 4. Quatrième ligne : le revenu du café en fBU pour chaque année (en milliers de FBU) ?

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 2 | | | | | | | | | |
| 2. | | | | L | | L | L | | |
| 2 | | | | | | | | | |
| 3. | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | |

Codes 7.2

- pas rentable, prix trop bas
 terres insuffisantes
- 3. ne pousse pas bien par ici
- 4. le café nécessite trop de travail
- 5. Pas intéressant
- 6. Pas de plants disponibles
- 7. Pas de conseiller pour nous aider
- 8. Autres (à spécifier...)

7.3 Les Champs

1. Combien de champs le ménage **possède-t-**il ? \Box 2. Combien de champs le ménage **exploite-t-il**?

| 3. Numéro d'ordre du champ exploité | 4. Surface du champ (en m²) | 5. Mode d'exploitation ? | 6. Mode d'acquisition du champ ? | 7. Depuis quand exploitez-vous ce champ? | 8. Quel usage faites-vous de ce champ? | 9. En cas de location, quel est le loyer par an (en fBU) ? | 10. D'après vous, quelle est la probabilité que ce champ sera exproprié ? | 11. Temps de marche de l'enclos au champ en minutes ? | 12. Citez les trois cultures principales. Commencez avec la plus importante en terme de revenu. | 13. Nombre de cafeiers sur ce champ | 14. Comment luttez-vous contre l'érosion ? |
|--|-----------------------------|--------------------------------|--|--|--|--|---|---|---|---|--|
| • | | voir codes 5 | Voir codes 6 | Mois et Année | (Voir codes 8) | | Voir code 10 | Nombre de minutes | Voir codes des cultures section 7.1 (colonne 1) | | Voir codes 14 |
| 01 | | | | | | | | | | | |
| 02 | | | | | | | L | | | | L |
| 03 | | | | | | | L | | | | L |
| 04 | | | | | | | LI | | | | |
| 05 | | | | | | | L | | | | L |
| 06 | | | | | | | LI | | | | |
| 07 | | | | | | | LI | | | | |
| 08 | | | | | | | LI | | | | |
| 09 | | | | | | | LI | | | | |
| 10 | | | | | | | L | | | | |
| 11 | | | | | | | L_J | | | | |
| 12 | | | | | | | L_J | | | | |
| 13 | | LJ | LJ | | | | L_J | | | | |
| 14 | | | | | | | L | | | | |

Codes 5

- 1. propriétaire avec titre
- 2. propriétaire sans titre
- 3. locataire
- 4. usage gratuit
- 5. Autres (à préciser :

| ٢ | , | ' | ٠ | ٠ | • | ١, | ٠ | • | • | • | • | • | • | |
|---|---|---|---|---|---|----|---|---|---|---|---|---|---|--|
| | | | | | | | | | | | | | | |

Codes 6

- 1. acheté
- 2. emprunté
- 3. héritage
- 4. occupé temporairement
- 5. terre distribuée par l'état/authorite communale
- 6. un don
- 7. Autre (à préciser :....)

Codes d'usage 8

- 1. je cultive moi-même le champ
- 2. je partage ce champ avec quelqu'un
 3. j'ai prêté ce champ dans une association
- 4. pâturage
- 5. arbres/boisement
- 6. arbres fruitiers
- 7. régénérer/ jachère
- 8. Autre...(à préciser...)

Codes 10

1. pas de problèmes ; 2 probable ; 3 fort probable; 4 je ne sais pas

Codes 14

- 1. je ne fais rien
- 2. je ne cultive pas3. je plante des arbres
- 4. je fais des terraces
- 5. je fais des fossés
- 6. Je fais des haies antiérosives
- 7. autres

7.4 Elévage

1. Votre ménage a-t-il élevé du bétail (bovins, ovins, porcins et caprins) entre janvier 1999 et maintenant ? — (Oui: 1; Non: 2) Si Non => Question 11

| 2. Année | 3. Nombre de bovins en possession en mois de janvier de chaque année | l'autre (en cas raisons, spécif | n d'une année à de plusieurs fiez au maximum ncez avec la raison | 5. Nombre de ovins en possession en mois de janvier de chaque année | diminution/ l'augmentation d'une année à l'autre (en cas de plusieurs raisons, spécifiez au maximum deux, commencez avec la raison la plus importante!) | | 7. Nombre de caprins en possession en mois de janvier de chaque année | 8. Raison(s) pour la diminution/ l'augmentation d'une année à l' autre (en cas de plusieurs raisons, spécifiez au maximum deux, commencez avec la raison la plus importante!) 9. Nombre de porcins en possession en mois de janvier de chaque année | | l'autre (en cas raisons, spécifi deux, commen raison la plus i | d'une année à de plusieurs ez au maximum cez avec la | |
|----------------|--|------------------------------------|---|---|---|---|--|--|-----|---|---|-----|
| | | Diminution | Augmentation | | D | A | | D | A A | | D D | A A |
| 1999 | | | | | | | | | | | | |
| 2000 | | | | | | | | | | | | |
| 2001 | | | | | | | | | | | | |
| 2002 | | | | | | | | | | | | |
| 2003 | | | | | | | | | | | | |
| 2004 | | | | | | | | | | | | |
| 2005 | | | | | | | | | | | | |
| 2006 | | | | | | | | | | | | |
| 2007 (janvier) | | | | | | | | | | | | |
| Maintenant | | | | | | | | | | | | |

| 11. Nombre actuel de volailles : | : —— |
|----------------------------------|------|
|----------------------------------|------|

| 12 Nombre actuel de lapins : | L_ | Ш |
|------------------------------|----|-------|

Codes 1 (en cas de diminution):

- 1 Maladie/ Mort naturelle
- 2 Vol
- 3 Pillage/tueries liés à la crise
- 4 Vendu besoin d'argent pour acheter des vivres à manger
- 5 Vendu besoin d'argent pour payer l'école des enfants
- 6 Vendu besoin d'argent pour

Codes 2 (en cas d'une

augmentation) :

- 1. Acheté
- 2. Volé
- 3. Nés
- 4 Reçu en cadeau
- 5 Autres raisons

SECTION 8. ENTREPRISES NON AGRICOLES

1. Les membres de votre ménage sont ou etaient-ils propriétaires d'une ou de plusieurs entreprises non agricoles dans la periode 1998 – 2007 ? L. Oui 2. Non = SECULES DES

| QUESTIONS 2. Nom de l'entreprise | MODALITES ET CODES | CODE pour 1ère entreprise | |
|---|--|---------------------------|----------------------------------|
| | | Nom: | CODE pour 2ème entreprise Nom : |
| (les deux entreprises les plus | | <u> </u> | i voii : |
| importants en terme de revenu pour le | | | |
| ménage dans le periode 1998-2007) | | | |
| 3.Sorte d'activite | (Voir codes des entreprises) | | |
| | | | |
| 4. Lequel des membres du ménage | Inscrire le ID du membre | | |
| est/était propriétaire de cette | | | |
| entreprise | | | |
| 5. Date du début de l'activité | Mois et année | | |
| | | | |
| 6. Est-elle encore en activité ? | Oui 1 ⇒ 9 | | |
| | Non 2 | | L |
| 7. Sinon, pourquoi? | Manque de débouchés | | |
| | Problèmes d'approvisionnement en | | |
| | matières premières | | |
| | 3. Baisse des prix | | |
| | 4. Détruite pendant la crise | | |
| | 5. Insécurité liée a la crise | | |
| | 6. Vendue | | |
| | 7. Autre | | |
| | Quelque soit la réponse ⇒ 8 | | |
| 8. Date de fin de l'activité | Mois et année => section 9 | | |
| | | | |
| 9. Nombre d'employés qui recoivent un | (Nombre) | | |
| salaire actuellement | | | |
| 10. Nombre d'employés qui recevaient | (Nombre) | | |
| un salaire au début | | | |
| de l'activité | | | |
| 11. Quels autres membres du ménage | | | |
| travaillent dans l'entreprise | Donne le ID de chaque membre du | | 1 11 11 1 |
| (autre que le proprietaire) | menage | | |
| 12. Est-ce que vous essayez a developper | Oui 1 | | |
| (agrandir) votre entreprise ? | Non 2 \Rightarrow 14 | 1 1 | 1 1 |
| 12 01 | Prendre un credit bancaire | | |
| 13. Quels stratégies/activités est-ce que vous avez entreprit pour developper | 2. Acheter une autre entreprise | | |
| l'entreprise | 3. Utiliser mon réseau social | | |
| 1 chucprise | 4. S'associer avec une autre entreprise | | |
| (max trois reponses possibles, | qui est plus grande | | |
| commence avec le plus important) | 5. S'associer avec une homme ou un parti | | |
| commence avec to plus important) | politique | | |
| | 6. Autre (à préciser :) | | |
| 14. Chiffre d'aiffaires pour l'année 2006 | en milliers de Francs Burundais | | |
| 1 | | | |

ENTREPRISES 01. Pêche industrielle 02. Sylviculture exploitation forestière 03. Industries de première transformation des produits agricoles 04. Artisanat alimentaire 05. Industrie alimentaire 06. Artisanat du textile 07. Industrie du textile 08. Mines, Eau et électricité 09. Bois et papier 10. Industries mécaniques et garages 11. Industries chimiques 12. Artisanat divers 13. Habitat traditionnel 14. Bâtiment et travaux publics15. Transport16. Commerce traditionnel/informel 17. Commerce moderne/formel 18. Services traditionnels 19. Services modernes 20. Banques et assurances 21. Administration publique 22. Administration privée (ONG, ...)

SECTION 9. DEPENSES DU MENAGE.

| QUESTIONS | Montant | 2. Comment ant finally and dimension manner & Pounta analysis anticidents 9 |
|--|---------|--|
| | Montant | 2. Comment ont évolué ces dépenses par rapport à l'année scolaire précédente ? |
| Depenses scolaires | | |
| 1. combien votre ménage a-t-il dépensé au cours de la dernière année | | |
| scolaire en : | | 1. Augmentées |
| a. Frais de scolarité (minerval) | | 2. Inchangées |
| b. Livres et fournitures | | 3. Diminuées |
| c. Uniformes scolaires | | |
| d. Frais de transports scolaires | | |
| e. Dépenses pour construction d'écoles | | |
| f. Autres (à préciser : | | |
| DEPENSES DE SANTE | | 4. Comment ont évolué ces dépenses par rapport aux 12 derniers mois ? |
| 3. Combien le ménage a dépensé au cours des 12 derniers mois en | | |
| a. Achat des médicaments | | 1. Augmentées |
| b. Consultations médicales | | 2. Inchangées |
| c. Examens médicaux | | 3. Diminuées |
| d. Hospitalisation | | 3. Diminues |
| e. Alimentation et Transport | | |
| e. Annientation et Transport | | |
| Depenses Habillement | | 6. Comment ont évolué ces dépenses par rapport aux 12 derniers mois ? |
| Depenses Habinement | | o. Comment out evolue ces depenses par l'apport aux 12 definers mois ! |
| 5. Combien le ménage a dépensé au cours des 12 derniers mois en: | | |
| a. Pagne | | 1. Augmentées |
| b. Robe | | 2. Inchangées |
| c. Chemises | | 3. Diminuées |
| d. Pantalon | | 3. Diffinitees |
| e. Tissus | | |
| f. Chaussures | | |
| g. Confection et réparation des vêtements et chaussures | | |
| | | |
| DEPENSES DE LOGEMENT | | 8. Comment ont évolué ces dépenses par rapport aux 12 derniers mois ? |
| 7. Combien le ménage a dépensé au cours des 12 derniers mois en: | | |
| a. Loyer | | 1. Augmentées |
| b. Réparation de maison | | 2. Inchangées |
| c. Achat d'équipement du logement (meuble, couverture, draps, | | 3. Diminuées |
| nappes, rideaux, sanitaires, etc) | | |
| d. Eau et électricité | | |
| e Construction et entretien des clôtures | | |
| DEPENSES POUR LOISIRS ET CEREMONIES | | 10. Comment ont évolué ces dépenses par rapport aux 12 derniers mois ? |
| 9. Combien le ménage a dépensé au cours des 12 derniers mois en: | | |
| a. Cinéma | | 1. Augmentées |
| b. Sports | | 2. Inchangées |
| c. Lecture | | 3. Diminuées |
| d. Cérémonies diverses | | J. Diminuces |
| DEPENSES EN TRANSPORTS ET EN COMMUNICATION | | 12. Comment ont évolué ces dépenses par rapport aux 12 derniers mois ? |
| 11. Combien le ménage a dépensé au cours des 12 derniers mois en: | | |
| a. Frais de déplacement ou voyage | | 1. Augmentées |
| b. Achat de carburant, lubrifiant et entretien | | 2. Inchangées |
| c. Téléphone, Fax, Télex | | |
| d. Frais de correspondance postale | | 3. Diminuées |
| d. Plais de correspondance postaie | | |
| TRANSFERTS ET AUTRES DEPENSES | | 14. Comment ont évolué ces dépenses par rapport aux 12 derniers mois ? |
| 13. Combien le ménage a dépensé au cours des 12 derniers mois en: | | |
| a. Pour payer les domestiques, bonnes et/ou veilleurs | | 1. Augmentées |
| b. Transferts versés | | 2. Inchangées |
| c. Autres Dépenses | | |
| c. Autres Depenses | | 3. Diminuées |

DEPENSES EN PRODUITS DE CONSOMMATION COURANTES AU COURS DES 15 DERNIERS JOURS

| | 1. Avez-vous consommé (Nom du produit) | 2. En avez- vous acheté? | 3. Combien avez-vous payé? | 4. Avez-vous récolté et/ou prélevé le produit dans vos stocks pour consommer? | 5. Quelle quantité avez-vous réco prélevé dans vos stocks? | | 6. En avez-vous reçu en cadeau | 7. Quelle est la principale utilisation des cadeaux reçus |
|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------------|---|---|-----------------|--------------------------------|---|
| Produits | 1. Oui 2. Non ⇒6 | 1. Oui 2. Non⇒4 | Montant (en FBU) | 1. Oui 2. Non ⇒6 | (en unités locales) | Code d'unité | 1. Oui 2. Non ⇒ Prod. Suiv. | Consommation Vente Donner en cadeau |
| I. <u>Produits alimentaires</u> | • | | | | | | | |
| 1. Haricot | LI | | | | | | L | |
| 2. Patate douce | | | | | | | | |
| 3. Banane | LJ | | | | | | | |
| 4. Pomme de terre | | | | | | | | |
| 5. Manioc tubercule | | | | | | | | |
| 6. Manioc farine | | | | | | | L | |
| 7. Riz | <u></u> | | | | | | | |
| 8. Petit pois | | | | | | | | |
| 9. Maïs | | | | | | | | |
| 10. Sucre | | | | | | | | |
| 11. Huile de cuisine | LJ | | | | | | | |
| 12. Sel | | | | | | | | |
| 13. Colocase | | | | | | | | |
| 14. Pain | LJ | | | | | | | |
| 15. Ndagala et autres poissons | LJ | | | | | | | |
| 16. Viande | LJ | | | | | | | |
| 17. Lait | LJ | | | | | | | Ш |
| 18. Miel | | | | | | | | Ш |
| 19. Choux | لـــا | | | | | | | |
| 20. Tomate | | | | Ш | | | | |

| | 1. Avez-vous consommé (Nom du produit) | 2. En avez-vous acheté? | 3. Combien avez-vous payé? | 4 Avez-vous récolté et/ou prélevé le produit dans vos stocks pour consommer? | 5. Quelle quantité avez-vous récolté et/ou prélevé dans vos stocks? | | 6. En avez-vous reçu en cadeau | 7. Quelle est la principale utilisation des cadeaux reçus |
|------------------------------------|---|----------------------------|----------------------------|--|---|-----------------|-----------------------------------|---|
| Produits | 1. Oui 2. Non ⇒ 6 | 1. Oui 2. Non⇒4 | Montant (en FBU) | 1. Oui 2. Non ⇒ 6 | (en unités locales) | Code d'unité | 1. Oui 2. Non ⇒Prod. suiv | 1. Consommation 2. Vente 3. Donner en cadeau |
| 21. Carottes | | | | | | | | |
| 22. Oignons | | | | | | | | |
| 23. Poireaux | | | | | | | | |
| 24. Aubergine | | | | | | | | |
| 25. Ananas | | | | | | | | |
| 26. Avocats | | | | | | | | |
| 27. Citrons | | | | | | | | |
| 28. Oranges | | | | | | | | |
| 29. Mangues | | | | | | | | |
| II. Boissons | • | II. | | | | | | |
| 30. Boissons traditionnelles | | | | | | | | |
| 31. Bière et boissons alcoolisées | LJ | | | | | | | |
| 32. Limonades | LJ | | | | | | | |
| III. Sources d'énergie | | | | | | | | |
| 33. Bois pour la cuisine / charbon | LJ | LJ | | | | | | |
| 34. Pétrole | LJ | LJ | | | | | | |
| 35. Bougie | LJ | | | | | | | |
| 36. Pile | LJ | | | | | | | |
| 37. Savon | LJ | | | | | | | |
| 38. Allumettes | | | | | | | Ш | |
| 39. Brosse à dent | LJ | | | | | | | |
| 40. Tabac | LJ | | | | | | | |
| 41. Restaurant | LJ | | | | | | | |

SECTION 10. AUTRE REVENU DU MENAGE.

| | Quel montant de revenu le ménage a-t-il reçu au cours de la dernière saison Février –Juin 2007 (IMPESHI)? |
|--|---|
| SOURCE DE REVENU | Montant |
| 24. Manioc sec | |
| 25. Vente bière (banane / sorgho) | |
| 26. Bétail / Volaille | |
| 27. Produits de l'élevage : | |
| a. Lait | |
| b. Miel | |
| c. Œufs | |
| d. Fumier | |
| e. Poisson (pisciculture) | |
| 28. Produits de la pêche | |
| 29. Autres (à préciser) | |
| 30. Vente de charbon / bois de chauffage | |
| 31. Loyers | |
| 32. Transferts reçus | |

SECTION 11: BIENS DU MENAGE

| Type de bien | 1. Y'a-t-il quelqu'un dans le ménage qui possède actuellement ces biens ? 1. Oui 2. Non => 3 | 2. combien de ces objets possédez-vous actuellement – 2007 ? | 3. si quelqu'un devait acheter un objet similaire, combien devrait-il payer aujourd'hui (en fBU) ? (seulement si le ménage possède le bien) | 4. Combien de ces objets possédait le ménage en 1998 ? 99 : Non applicable (split-of) |
|------------------------|---|--|--|--|
| 1. houe | | | | |
| 2. machette/ hache | | | | |
| 3. chaise/ banc | | | | |
| 4. matelas | | | | |
| 5. lits de bois/ métal | | | | |
| 6. fer a repassé | | | | |
| 7. moulin traditionnel | | | | |
| 8. radio | | | | |
| 9. vélo | | | | |
| 10. moto | | | | |
| 11. Voiture | | | | |
| 12. Frigo | | | | |
| 13. Télévision | | | | |

SECTION 12 : Opinions populaires, Participation Publique, Conflits et Confiance 12. 1 Conflits et Confiance

| Pendant l'année passée, avez-vous ou autres membres de votre ménage vécu les événements suivants : | 1. Oui 2. Non |
|--|------------------|
| 1. conflit foncier | Z. NOII |
| 1. Comme toneter | |
| 2. conflit d'argent | ш |
| 3. conflit sur la dot ? | |
| conflit concernant un emploi ou une autre position rémunérée | |
| 5. autre conflit, à préciser : | |

| 2. Est-ce que vous aviez confiance à : | (voir codes confiance) |
|---|------------------------|
| les membres de son propre ménage | |
| 2. les membres de la grande famille | |
| 3. les gens de sa propre colline | |
| 4. les gens en général | |
| 5. les enseignents à l'école | |
| 6. l'armée Burundaise | |
| 7. la police nationale | |
| 8. la justice | |
| 9. les autorités politiques locales | |
| 10. les autorités politiques nationales | |

| CODES CONFIANCE |
|---------------------------------------|
| 1. Pas du tout |
| Un tout petit Peu |
| 3. Un peu |
| Ni peu, ni beaucoup |
| Beaucoup |
| 6. Trop |
| Non applicable |

| 3. En general, est-ce que vous trouvez qu'on peut avoir confiance à la plupart des gens, ou | |
|---|-------------------|
| faut-il être sur le quivive tout le temps | |
| | |
| 1. On peut avoir confiance 2. Il faut être sur le quivive | |
| 4. Est-ce que vous osez confier l'argent aux : | 1. Oui |
| | 2. Non |
| | 9. Non applicable |
| membres de votre propre ménage | • |
| | |
| 2. membres de la grande famille | |
| | |
| 3. gens de sa propre colline | |
| | |
| 4. gens en général | |
| | |
| | |
| | |
| 5. Est-ce que la plupart des gens de votre colline vous aide en cas de besoin ? 1. OUI | |
| 2. NON | |
| 6. S' il y a un problème d'approvisionnement d'eau dans la colline, est-ce que | |
| les gens de la colline vont spontanément réparer le problème ? 1. OUI 2. NON | |
| | |
| 7 Quel est votre jugement sur l'évolution de la confiance entre les gens de votre colline | |
| entre la période 1998 et 2007 ? | 1998 📖 |
| | |
| Donne un chiffre de 1 (très bas) a 10 (très élevé) | |
| pour le niveau de confiance en 1998 et 2007 | 2007 |
| | |

| <u>12.</u> | 2 | <u>Par</u> | ticipa | <u>ation</u> | Pub | <u>lique</u> |
|------------|---|------------|--------|--------------|-----|--------------|
| | | | | | | |

| 1. ELECTIONS | Réponds OU | Réponds OUI 1 ou NON 2 pour chaque adulte > 17 dans le ménage | | | | | |
|---|------------|---|-------|---|--|--------------------|--|
| ID du membre adulte du menage | | | | | | 3. Asso 4. Asso | |
| | | | _ _ | | | 5. Sync | |
| 1.1 Est-ce qu'il /elle a voté dans le référendum constitutionnel de février 2005 ? | | | | J | | 6. Asso 7. Grou | |
| 1.2 Est-ce qu'il /elle a voté dans les élections législatives | | | | | | 8. Asso 9. Asso | |
| 1.3 1 Est-ce qu'il/elle a voté dans les élections communales | | | | J | | 10. ON 11. Ass | |
| | | | | | | 11. Ass | |
| 2. ASSOCIATIONS | | | | | | 13. Ass 14. Ass | |
| ID du membre adulte du menage | | | | | | 15. Ass | |
| | | | | | | 16. Coi 17. Ass | |
| 2.1 Est-ce qu'il/elle est membre d'une église ? Laquelle ? 1. Non 2. catholique 3. protestante 4. pentecôtiste 5. Islam 6. autres | | 1 1 | | | | 18. Ass | |
| 2.2 Est-ce qu'il/elle est membre d'une association ou une organisation (autre que église) ? Réponds oui 1 ou non 2 pour chaque adulte > 17 dans le ménage | | <u> </u> | | | | | |
| 2. 3.1 Si oui : il s'agit de quelle type d'organisation ? Max 3, commence avec le plus important pour vous | | | | | | | |
| Type d'organisation ou association 1 Voir code 6 | | | | | | | |
| 2.3.2 degré de participation ? Voir code 7 | | | | | | | |
| 2. 3.3 Type d'organisation 2 Voir code 6 | | | | | | | |
| 2. 3. 4 degré de participation ? Voir code 7 | | | | | | | |
| 2.3 5 Type d'organisation 3 Voir code 6 | | LJ | | | | | |
| 2. 3.6 degré de participation ? | | | | | | T . | |

| 2040 6 | TVDE | ٦, | organisation |
|--------|------|----|--------------|
| Joue b | 1175 | u | organisation |

- tion des agriculteurs/pécheurs
- pérative
- ion de commerce
- tion professionnel
- tion de finance ou crédit
- écologique
- tion de voisinage
- ion civile
- ation culturelle
- ation politique
- ation de jeunesse
- ation des femmes
- ation des parents
- ssion
- ation pour la santé
- ation de sports
- res, spécifiez

Code 7 DEGRE DE PARTICIPATION

- 1 Chef de l'organisation
 2 Très actif dans l'organisation
 3 légèrement actif dans organisation
- 4 Peu actif dans l'organisation

| 3. ACTIVITES COMMUNAUTARES | | | |
|--|---|---|---|
| ID du membre adulte de menage | | | |
| 3. 1. Dans les 12 mois passé, est-ce qu'il/elle a participé dans les travaux communautaires chaque samedi ? 1 Oui 2 Non si Oui=>3.3 | |] | |
| 3.2. si non, pourquoi ? | | | |
| 3.3. Dans les 12 mois passé, est-ce qu'il/elle a participé dans des autres activités communautaires ou collectives volontairement ? 1 Oui 2 Non => sect. 13 |] |] | |
| 3.4. Il s'agit de quelles activités ? Nommez max 3 (voir code des activités) | | | |
| Activité 1 | | | |
| Activité 2 | | | |
| Activité 3 | | | ш |
| 3.5. Nombre des jours que la personne a participé dans les activités collectives volontairement (toutes les activités prises ensemble) dans les 12 mois passés | | | |

Code des activités:

- 1. Plantation des arbres
- 2. Creuser des fossés
- 3. Construire une route
- 4. Construire une église
- 5. Construire une école
- 6. Autres (à préciser)

| • | | | ١ |
|---|---|---|---|
| • | • | • | 1 |

13. Santé Mentale des adultes dans le ménage (tous les membres dont l'age est > 17)

| ID du | 1. Est-ce qu'il/elle a des cauchemars ? | 2. Si oui, donne max. deux raisons pour les cauchemars | 3.Est-ce qu'il/elle a peur sans raison apparentes ? (stress, anxiété) | 4. Est-ce qu'il /elle a le sentiment d'être utile ? | se sente capable de surmonter ses difficultés ? | 6. Pourquoi pas ? Donnez deux raisons principales | 7. Est-ce qu'il/elle se sente triste et décourage? | 8. Est-ce qu'il/elle se sente fort pour poursuivre les activités ? | 9. Est-ce qu'il/elle se fâche sans raisons ? | 10. Est-ce qu'il/elle pense à des projets d'avenir | 11. Est-ce que la crise a affecté sa vie ? | 12. Si Oui, donnez max deux exemples |
|-----------------------|--|---|---|---|---|--|---|---|---|---|---|---|
| M E M B R | 1. souvent 2. de temps en temps 3. pas du tout | voir code 2 | 1. souvent 2. de temps en temps 3. pas du tout | pour moi même pour moi et mon entourage pour mon entourage 4. non | 1. Oui => 7 2. Non | Voir code 6 | 1. souvent 2. de temps en temps 3. pas du tout | 1. Oui 2. Non | 1. souvent 2. de temps en temps 3. pas du tout | 1. Oui 2. Non | 1. Oui, fortement 2. Oui, légèrement 3. Non | Voir code 12 |
| | | | | | | | | | | | | |
| ш | | | | | | | | | | | | |
| <u></u> | | | | | | | | | | | | |
| <u></u> | | | | | | | | | | | | |
| ш | | | | L | | | L | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | L | | | | | | لـــا | | |
| | | | | L | | | | | | لـــا | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | Ш | | ш | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | L | L | | | | | | | L | |

CODE 2

- 1. Pauvreté
- 2. Stress des examens
- 3. La crise
- 4. Maladies
- 5. Problèmes socio-

familiaux

- 6. Fatigue
- 7. Insomnie de la vieillesse

CODE 6

- 1. Indigence
- 2. Chômage
- 3. La crise
- 4. Vieillesse

5. Autres

Code 12

- 6. Insécurité 1. Etre déplace
- 11. Maladies liées a la pauvreté Pas accès aux soins de santé
- 2. Perte des proches 7. Prise en charge des rescapés 12. Maladies liées a la guerre 17. La guerre a paralysé mes projets
- 3. Abandon scolaire 8. Dévaluation de la monnaie 13. Suspicion 18. Problemes de ménage
- 4. Pauvreté 9. Chomage 14. Pas de crédit financier 19. Autres

Section 14 : Perception subjective du bien-être (cette section est seulement pour les ménages originels, pas pour les split-ofs !!)

REMARQUE POUR L'ENQUETEUR

Le point de référence pour <u>les riches</u> dans les questions suivantes sont les gens ou les ménages riches au **niveau local**, c'est-à-dire au **niveau de la colline**.

1. Très Riche

2. Riche

3. Confortable

4. Moyen (il se débrouille)

5. Pauvre

6. Très pauvre

1. 3. Et sur quel échelon vous situiez-vous il y a 15 ans (en 1993)

juste avant avant le début de la crise)

1. Voici un schéma représentant une échelle de prospérite à 6 valeurs. Selon votre sentiment personelle:

1. Voici un schéma représentant une échelle de prospérite à 6 valeurs. Selon votre sentiment personelle:

1. Sur quel échelon vous situiez-vous actuellement (en 2007) ?

1. Sur quel échelon vous situiez-vouz s il y a 9 ans (en 1998) ?

juste avant avant le début de la crise) ?

REMARQUE POUR L'ENQUETEUR pour la page suivant

Pour comprendre si l'interviewée a indiquer une évolution positive, négative ou une stagnation, il faut comparer la réponse sur la question 1.1 (le niveau actuellement sur l'échelle) avec la réponse sur la question 1.2 (le niveau en 1998 sur l'échelle). Il ne faut pas comparer avec la réponse sur la question 1.3 (le niveau en 1993 sur l'échelle)

- Si le chiffre indiquant la situation actuelle (1.1) est plus bas que le chiffre indiquant la situation en 1998 (1.2) allez vers option 1
- Si le chiffre indiquant la situation actuelle (1.1) **est plus haut** que le chiffre indiquant la situation en 1998 (1.2) allez vers option 2
- Si le chiffre indiquant la situation actuelle (1.1) **est le même** que le chiffre indiquant la situation en 1998 (1.2) allez vers option 3

La codification se passe APRES l'interview, écrit en plain les réponses du ménage.

| 1. (Seulement s'il y a une évolution positive entre 1998 et 2007 | | |
|---|--|--|
| Quels sont les trois principaux facteurs qui vous ont permis de changer de niveau ? | | |
| a | | |
| c | | |
| 2. (Seulement s'il y a <u>une évolution négative</u> entre 1998 et 2007) | | |
| Quels sont les trois principaux facteurs qui ont contribué à ce changement de niveau ? | | |
| b | | |
| c | | |
| 3. (Si il n'y a pas de changements entre 1998 et 2007) Quels sont les trois principaux facteurs qui ont contribué à ce que votre situation ne change pas ? | | |
| a b | | |
| c | | |